



# LE DEVOIR

## NOUVEAU-BRUNSWICK

## La GRC reprend le contrôle à Shippagan

Deux journées de violence ont suivi le dépôt du plan fédéral de pêche au crabe

PRESSE CANADIENNE

C'était le calme après la tempête hier à Shippagan, au Nouveau-Brunswick, après deux jours d'incendies et de violence, à la suite du dépôt du plan de pêche au crabe dans le golfe Saint-Laurent par le ministre fédéral des Pêches, Robert Thibault.

Les policiers de la GRC ont enfin repris le contrôle du quai de Shippagan en début de journée hier. Depuis vendredi, des incendies déclenchés par des manifestants mécontents avaient forcé la GRC à demander du renfort pour tenter de ramener l'ordre dans la ville.

Vendredi soir, environ 150 casiers de pêche au crabe avaient été incendiés dans la cour d'une usine de transformation, en prélude à ce qui allait suivre.

Il y avait 250, samedi midi à brûler des casiers à crabe. Un peu plus tard, quatre crabiers étaient la proie des flammes. Trois appartenaient au ministère des Pêches et Océans (MPO), qui allait les remettre aux autochtones, tandis que l'autre était la propriété de la réserve autochtone de Big Cove.

Les trois bateaux brûlés du ministère des Pêches devaient permettre à des autochtones de pêcher le crustacé.

Par ailleurs, une usine de transformation et son entrepôt ont été complètement détruits par le feu. L'usine avait été vendue à des intérêts terre-neuviens l'an dernier et était, entre autres, destinée à la transformation du crabe pêché par les autochtones.

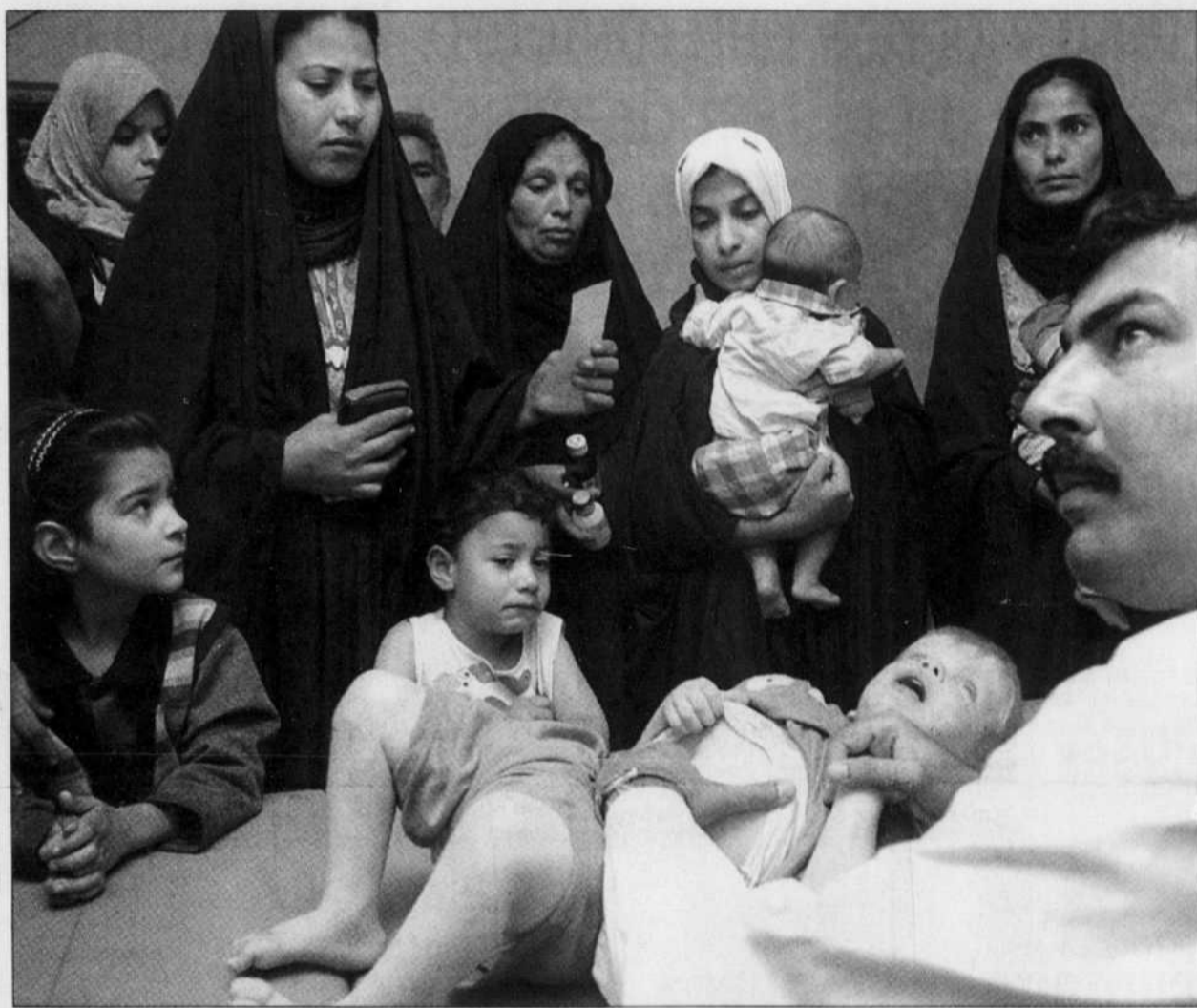
Les navires, de même que toutes les installations, sont considérés comme une perte totale. Les dommages sont évalués à plusieurs millions. Personne n'a été blessé toutefois.

VOIR PAGE A 8: GRC

## Les conditions d'un désastre humanitaire persistent en Irak

L'ONU manifeste son inquiétude pendant que Washington songe à installer une force de stabilisation internationale

D'APRÈS L'AGENCE FRANCE-PRESSE ET L'ASSOCIATED PRESS



Ces femmes irakiennes attendaient patiemment hier que l'on soigne leurs enfants dans un hôpital de Bagdad. Malgré un retour progressif à la normale, les conditions d'un «désastre humanitaire persistent encore en Irak», croit l'ONU. Près des deux tiers des 25 millions d'Irakiens dépendent de l'aide humanitaire.

Bagdad — Les défis de la reconstruction s'accroissent en Irak pour Washington qui envisage de substituer aux actuelles troupes de la coalition une force de stabilisation internationale, alors que l'ONU s'inquiète des risques d'une catastrophe humanitaire dans le pays malgré la fin des combats.

Les quelque 500 civils et militaires américains de l'ORHA (Bureau de reconstruction et d'aide humanitaire) s'efforcent de remettre le pays en route malgré la poursuite des incidents armés, de l'arrêt quasi total des services publics, des manifestations d'hostilité à la présence américaine, et des appels à l'islamisation du pays.

Le 28 avril dernier, les représentants de l'ancienne opposition irakienne, réunis à Bagdad, avaient plaidé pour la formation d'un gouvernement provisoire d'ici à la fin mai. Dans l'immédiat, «les conditions d'un désastre humanitaire persistent encore dans le pays», a averti le nouveau coordinateur humanitaire de l'ONU pour l'Irak, Ramiro Lopes da Silva, d'autant selon lui, que près des deux tiers de la population dépend toujours de l'aide alimentaire.

Les hôpitaux, dont de nombreux ont été pillés dès la fin des combats, n'ont toujours pas retrouvé leur niveau d'activité antérieur.

VOIR PAGE A 8: IRAK

■ L'absence d'électricité: un legs de Saddam, page A 5

## PERSPECTIVES

## CNN «à la française» ou simple vitrine?

Paris — Les télévisions américaines n'avaient pas retransmis les applaudissements qui ont suivi le discours du ministre français des Affaires étrangères, Dominique de Villepin, à l'ONU en mars dernier. Lovation inusitée, qui manifestait l'opposition de la majorité du Conseil de sécurité à la guerre en Irak, avait pourtant duré de longues minutes.

Nul doute que si la France avait eu sa propre chaîne d'information continue, ces applaudissements auraient eu un écho international plus important. C'est du moins l'opinion du gouvernement français qui a décidé de relancer le vieux projet de créer un CNN à la française. Ce ne serait d'ailleurs qu'une question de temps, s'il faut en croire les responsables du ministère français des Affaires étrangères. Les plus optimistes évoquent même un début de diffusion en 2004.

Difficile en effet de comprendre pourquoi la France n'a toujours pas de véritable chaîne internationale d'information continue, alors que les États-Unis ont CNN et Fox News, la Grande-Bretagne BBC World et le monde arabe al-Jazira. Le 12 février 2002, le président Jacques Chirac a profité d'une intervention devant le Haut Conseil à la francophonie pour appeler à la création d'une telle «chaîne d'information internationale en français, capable de rivaliser avec la BBC ou CNN». Dominique de Villepin, qui est un intime du président, semble avoir pris la direction personnelle des opérations.

À tel point que le caractère ouvertement politique du processus a provoqué des réactions. «Si c'est pour faire une chaîne d'État qui est la voix de l'État français, c'est-à-dire une chaîne dirigée par le Quai d'Orsay

VOIR PAGE A 8: CNN

## INDEX

Annances..... B 6	Idées..... A 7
Avis publics..... B 4	Météo..... B 6
Convergence..... B 7	Monde..... A 5
Culture..... B 8	Mots croisés..... B 4
Économie..... B 1	Religions..... B 6
Éditorial..... A 6	Sports..... B 5
Fonds..... B 2	Télévision..... B 7

## L'ENTREVUE

## Profession: circoloque

Pascal Jacob annonce le prochain cirque traditionnel: le Cirque du soleil

Alors que le Cirque du Soleil revient à Montréal, ce mois-ci avec *Dralion*, le spécialiste français Pascal Jacob rappelle que c'est en Europe que la mutation de la piste a commencé et se poursuit avec des créations contemporaines aussi étranges qu'audacieuses...

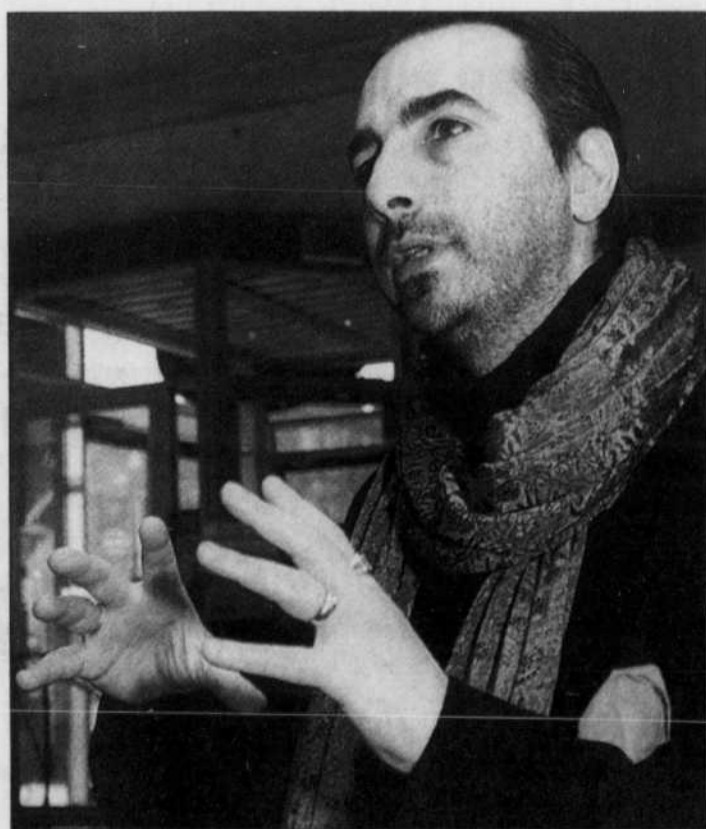
STÉPHANE BAILLARGEON  
LE DEVOIR

Quelle est la plus grande compagnie de cirque du monde? Le Cirque du Soleil bien sûr. Il n'y a rien de co-cardier à l'admettre.

Et qui a «réinventé» le cirque, comme le dit le slogan de cette compagnie fondée au Québec en 1984?

Heu... Si on reconnaissait que l'affaire puise des racines en France, une bonne douzaine d'années avant la fondation de l'empire solaire. Mieux encore: si on remontait en Russie soviétique, où tout a peut-être commencé...

«Il y a une antériorité européenne indéniable», annonce le Français Pascal Jacob sans plus de perspective chauvine. Grand spécialiste de ce monde, auteur de plusieurs livres, professeur aux grandes écoles de la piste, collectionneur fou, il est aussi lui-même artiste circassien. «En fait, le nouveau cirque s'appuie sur une manière de donner un nouveau sens à la prouesse, en ne mettant plus l'accent sur le défi de la mort. Les Soviétiques avaient déjà proposé tout ça dans les années 1970, en plaçant l'humain au centre de la re-



Pascal Jacob

présentation, pour faire du langage acrobatique le support d'un discours universel. Inconsciemment, le nouveau cirque est donc né là...»

On peut aussi rajouter que certains piliers du Cirque du Soleil, à commencer par Guy Caron, ont été eux-mêmes formés à Budapest, alors dans le giron soviétique. L'affaire ne manque pas d'ironie: les communistes auront finalement un peu contribué à lancer la compagnie qui brasse maintenant de grosses, très grosses affaires, à Las Vegas comme ailleurs.

«Mais c'est clair que le Cirque du Soleil a innové et créé, poursuit M. Jacob, interviewé il y a quelques semaines, à Montréal. Quand cette compagnie est venue présenter ses premiers numéros, au Festival du cirque de demain, à Paris, on a découvert quelque chose de totalement novateur, une manière d'introduire chaque numéro, de l'audace dans les détails aussi. C'était une nouvelle façon de faire du nouveau cirque.»

VOIR PAGE A 8: JACOB

## MONTRÉAL

## Un guichet culturel unique: pas avant 2004

STÉPHANE BAILLARGEON  
LE DEVOIR

Montréal n'aura pas sa billetterie centralisée pour les arts et spectacles avant l'an prochain. Il y a quelques mois encore, Tourisme Montréal, qui pilote ce projet, souhaitait ouvrir le comptoir de services au milieu de cette année, entre la période estivale des festivals extérieurs et la haute saison automnale des spectacles en salle. Les grandes villes comme New York, Toronto et Boston ont chacune leur guichet unique.

L'ouverture montréalaise a été en partie retardée par la complexité de la tâche que représente le financement de l'entreprise, mais aussi par la volonté ferme d'y intéresser des délégués de tous les milieux culturels concernés. Les arts de la scène ont longtemps été opposés à une telle mécanique de vente de billets, dont certains à rabais.

Mais bon, l'affaire semble maintenant dans le sac. Le conseil d'administration de l'organisme chargé de contrôler la nouvelle vitrine culturelle est formé. Il doit tenir sa première assemblée cette semaine. On y retrouvera des représentants de divers milieux, à commencer par ceux du tourisme, des festivals et des diffuseurs en salle.

«Nous n'avons pas encore trouvé le financement nécessaire pour mettre la vitrine en place, explique Pierre Bellerose, vice-président pour la recherche et le développement de Tourisme Montréal. Mais le mouvement s'accélère avec la fondation de l'organisme à but non but lucratif qui permettra à Tourisme Montréal de s'effacer du dossier. [...] Il serait difficile de lancer la vitrine en 2003, mais si tout va bien, elle devrait voir le jour en 2004, peut-être même avant l'été.»

VOIR PAGE A 8: GUICHET

L'affaire semble dans le sac. Le kiosque central devrait être installé dans le Quartier des spectacles, autour de la Place des Arts

# SRAS: le pire est derrière nous

Les professionnels et les spécialistes en contrôle des maladies arrivent tous à la même conclusion au sujet du SRAS: le pire est derrière nous. Pour remettre les choses en perspective, Santé Canada a cru bon de vous rappeler certains faits :

- **Le nombre de personnes ayant recouvré la santé après avoir souffert du SRAS ne cesse d'augmenter.**
- **Le nombre total de personnes mises en quarantaine ne cesse de diminuer.**

« **Dès demain, nous retirerons Toronto (Canada) de la liste des villes déconseillées aux voyageurs.** »

*Dr Gro Harlem Brundtland, directrice-générale de l'Organisation mondiale de la santé, le 29 avril*

« **Il est sécuritaire de voyager à Toronto... selon moi. D'ailleurs, j'y serai la semaine prochaine.** »

*Dr Julie Gerberding, directrice du Centre de contrôle de maladies à Atlanta (Fox News, le 27 avril)*

« **Nous estimons qu'il est sécuritaire de voyager à Toronto.** »

*Dr Paul Gully de Santé Canada (Toronto Star, le 24 avril)*

« **Toronto est toujours une ville sécuritaire. Que ce soit pour les loisirs ou les affaires, les gens peuvent y voyager en toute quiétude.** »

*Dr Colin D'Cunha, commissaire de la Santé publique et médecin hygiéniste en chef (Toronto Star, le 24 avril)*

Grâce aux efforts incessants et au travail acharné de tous les travailleurs de la santé, la menace du SRAS a vite été sous contrôle partout au pays. Toronto demeure donc une ville sans danger pour ses habitants comme pour les visiteurs.

☑ Pour le gouvernement du Canada: 1 800 454-8302, ATS: 1 800 465-7735

☑ [www.canada.gc.ca](http://www.canada.gc.ca)

☑ Pour le gouvernement de l'Ontario: 1 888 668-4636, ATS: 1 800 387-5559

☑ [www.health.gov.on.ca](http://www.health.gov.on.ca)



Santé  
Canada Health  
Canada



Ontario

Canada

LE DEVOIR

## ACTUALITÉS

Bijouterie  
Gambard

Vente et service technique de Rolex

630-A RUE CATHICART, MONTRÉAL, CENTRE VILLE • TEL.: 866-3876



Chantal Hébert

## Le rouleau compresseur

Dans l'état actuel de la succession de Jean Chrétien, il aurait fallu que Sheila Copps ou John Manley ou les deux se jettent littéralement en travers du chemin de Paul Martin pour espérer ralentir la cadence de sa campagne au leadership. Si cela ne s'est pas produit à l'occasion du premier débat au leadership samedi à Edmonton, c'est que les deux principaux intéressés ont visiblement conclu que la seule issue d'une telle stratégie serait de réduire ce qui leur reste de carrière politique en charpie.

Loin de produire des flammèches entre les trois candidats, le premier débat d'une campagne, qu'il ne convient pas de qualifier de course, aura surtout servi à consacrer l'inévitable victoire qui attend Paul Martin au fil d'arrivée de l'interminable tour de piste imposé à son rival par Jean Chrétien. Les deux rivaux de l'ancien ministre des Finances ont manifestement fait leur deuil de la succession du premier ministre. Les initiés qui ont suivi nombreux ce premier débat ne s'y sont pas trompés. Les performances de Mme Copps et de M. Manley avaient l'allure de discours de «concession». Et pour cause.

Il reste à peine une quarantaine de jours pour recruter de nouveaux membres du parti. Après la mi-juin, la liste de ceux qui auront voix au chapitre de la sélection du nouveau chef sera close. Pour l'essentiel, les membres actuels du parti appuient massivement Paul Martin. En cela, ils sont un reflet fidèle de la population en général. Les sondages indiquent que l'ancien ministre des Finances a plusieurs longueurs d'avance sur ses rivaux dans l'opinion publique.

Il contrôle également le PLC de haut en bas. En Alberta, site du premier débat, 25 des 26 présidents de circonscription se sont déjà ralliés formellement au clan Martin. L'ancien ministre des Finances dispose du même large appui dans la plupart des régions du pays, y compris évidemment le Québec mais également l'Ontario, ce qui a pour effet d'affaiblir les Manley et Copps sur ce qui aurait dû être leur meilleur terrain.

Paul Martin a toujours disposé d'une base solide d'appuis au sein du caucus libéral fédéral. L'été dernier, elle lui avait permis de remporter rapidement sa partie de bras de fer contre Jean Chrétien. Maintenant, l'ancien ministre des Finances est en bonne voie d'avoir le contrôle du cabinet de son ancien patron. Au Québec, Pierre Pettigrew et Denis Coderre ont tous deux rejoint officiellement le camp Martin ces derniers jours. Presque tous leurs collègues québécois vont leur emboîter le pas. Seule exception connue, celle de Martin Cauchon, favorable à John Manley. Mais c'est un appui strictement personnel. Tout lieutenant québécois qu'il soit, M. Cauchon ne contrôle plus la machine du parti depuis que le clan Martin a investi l'exécutif du PLC-Québec l'automne dernier.

Ailleurs au Canada, Martin est tellement en avance dans la course aux seuls ministériels qu'on pourrait croire qu'il est appui en piste. Parmi ses partisans avoués, on compte notamment le ministre de la Santé Anne McLellan, son collègue de l'Environnement David Anderson, le ministre des Travaux publics Ralph Goodale et celui des Affaires étrangères Bill Graham. Dans les circonstances, on comprend mieux pourquoi le premier ministre a passé outre à ses propres règlements en ne congédiant pas Sheila Copps du cabinet pour bris de solidarité ministérielle la semaine dernière. M. Chrétien n'a plus les moyens de ses principes en matière de discipline ministérielle. Il n'a plus d'appuis à perdre autour de la table de son cabinet.

Mais même si le premier ministre réussissait à conserver un noyau de partisans au cabinet d'ici son départ, son autorité fait de moins en moins illusion. Depuis quelques mois déjà, Jean Chrétien avait recours à la menace du déclenchement d'élections hâtives pour forcer ses députés récalcitrants à appuyer l'adoption de ses derniers projets de loi. Or, samedi, Paul Martin a indiqué que, s'il fallait passer par là pour éviter des élections, il voterait pour le nouveau régime très contesté que le gouvernement Chrétien voudrait instaurer en matière autochtone. Mais dans un même élan, il a promis de ne pas mettre ces dispositions en vigueur une fois qu'il serait premier ministre. En clair, les dernières volontés législatives de Jean Chrétien pourraient bien rester lettre morte si elles ne font pas l'affaire de son successeur.

Les Copps et Manley tiendront-ils vraiment la route jusqu'à un vote au leadership dont les résultats pourraient les humilier? C'est à voir. Ce qui est certain, c'est qu'ils semblent déjà promis à des avènements différents.

Avec ses incartades de la dernière semaine, en particulier ses attaques contre la femme forte du clan Martin Anne McLellan, Sheila Copps a vraisemblablement brûlé ses dernières cartouches avec l'ancien ministre des Finances. Mme Copps a désormais toutes les chances de devenir le Pierre Paradis du premier cabinet Martin. A moins que Jean Chrétien ne la mette à l'abri des représailles en la nommant à quelque poste diplomatique ou autre avant son départ.

Quant à John Manley, il a beau dire qu'il ne fait pas campagne pour la prochaine fois, sa performance — plus solide en substance qu'agressive dans le ton — à Edmonton permet de croire le contraire. Le PLC a une histoire de plus en plus longue de faire attendre deux tours à ceux qui aspirent à le diriger. On pourrait même dire que le Parti libéral a l'agaçante manie d'être toujours un chef en retard sur la réalité.

Chantal Hébert est columnist politique au Toronto Star.

Société de transport de Montréal

## Conducteurs d'autobus et de métro montrent des signes d'impatience

CLAIRANDRÉE CAUCHY  
LE DEVOIR

Les chauffeurs d'autobus et les opérateurs de métro de la Société de transport de Montréal (STM) iront travailler en civil aujourd'hui, vêtus de chandails et de macarons véhiculant des slogans syndicaux. Ils protestent ainsi contre la lenteur des négociations avec la STM.

«Après 13 rencontres, en six mois, on a l'impression que l'employeur ne négocie pas sérieusement. On pense que les gens en avant de nous n'ont pas de mandat pour déroger du cadre financier proposé par la ville à ses employés», fait valoir le président du syndicat, affilié au SCFP, Claude Benoit. La dernière séance de négociation a eu lieu il y a de cela deux semaines.

Le litige porte surtout sur les salaires. La STM offre des augmentations de 2 % par année, pendant cinq ans. Pour l'année 2003 cependant, cette somme devrait être financée à même des économies réalisées ailleurs dans les conditions de travail. Il s'agit d'une proposition similaire à celle que la Ville de Montréal a formulée à ses

employés. De son côté, le Syndicat des chauffeurs d'autobus, opérateurs de métro et services connexes demande 6 % par année, pendant trois ans.

Selon l'évaluation de la STM, ces demandes signifient une augmentation de quelque 23 millions en 2003, pour le seul syndicat des chauffeurs, alors que des négociations sont en cours avec l'ensemble des syndicats. La porte-parole, Odile Paradis, précise que la société vit une période financière difficile, s'acheminant vers un déficit de 18 millions pour l'année 2003.

«On ne semble pas reconnaître l'existence de difficultés financières. On n'en a pas d'argent à mettre sur la table. Cela dit, si on revoit certaines dispositions de la convention, il y a sûrement des économies à aller chercher», avance la porte-parole, soulignant que les chauffeurs montréalais figurent parmi les mieux payés de l'industrie.

La compagnie entend surveiller de près la situation afin d'intervenir si le service était compromis.

Une assemblée générale des membres est prévue à la fin mai pour faire le point sur la situation. Le syndicat n'écarte pas un éventuel recours à la grève.

Difficultés  
avec les autres syndicats

Devant les «négociations stagnantes», le Syndicat du personnel administratif, technique et professionnel du transport en commun, lui aussi affilié à la FTQ pourrait emboîter le pas à celui des chauffeurs. Les membres évalueront en assemblée générale, demain soir, la possibilité d'entreprendre eux aussi des moyens de pression, indique la présidente, Chantal Labrecque.

De son côté, les syndicats qui représentent les employés d'entretien, qui fait partie de la CSN, a lui aussi rejeté, au début avril, l'offre financière de l'employeur. Pour l'heure, les négociations se poursuivent sur les autres aspects de la convention. «Mais c'est clair que lorsque nous parlerons de l'aspect financier, cela va accrocher», fait valoir Pierre Saint-Georges, président du Syndicat du transport de Montréal.

Les cinq conventions collectives des employés de la STM sont échues depuis le début du mois de janvier.

## Jean Charest dans le quartier chinois



JACQUES GRENIER LE DEVOIR

LE PREMIER MINISTRE Jean Charest visitait hier le quartier chinois de Montréal afin d'apporter son soutien à la communauté d'affaires locale. Le premier ministre a effectué la tournée des établissements commerciaux du quartier, particulièrement les restaurants du secteur qui ont été délaissés par leur clientèle depuis l'apparition du SRAS au Canada. Pourtant, le Québec a été épargné par l'épidémie à ce jour. Jean Charest a indiqué que son gouvernement allait examiner les moyens par lesquels il compte promouvoir le tourisme au Québec qui, comme l'Ontario, est lui aussi touché par la psychose du syndrome respiratoire aigu sévère (SRAS). Jean Charest imite ainsi le premier ministre Jean Chrétien qui, au plus fort de l'épidémie à Toronto, était allé prendre un repas dans un restaurant chinois de la Ville reine en guise de solidarité.

## La Banque du Canada déroge à ses règlements en donnant des contrats

PRESSE CANADIENNE

Ottawa — La Banque du Canada a fait fi de sa propre réglementation en accordant des contrats valant des millions de dollars à des consultants, affirme un rapport.

Selon le rapport, obtenu grâce à la Loi d'accès à l'information, la Banque centrale du Canada, un pilier de l'économie au pays, a accordé des contrats à deux firmes de consultants sans lancer de soumissions au préalable et les montants pour ces services ont été payés sans qu'il y

ait de contrat signé entre les parties, ce qui va à l'encontre des règles de l'organisme.

Ces erreurs «constituent un risque inacceptable autant du point de vue de la finance, de la légalité et de la bonne réputation de la Banque», affirme le rapport.

Ces découvertes embarrassantes pour l'organisme ont forcé ce dernier à adopter des modifications majeures à ses politiques d'achats de façon à éviter que ce genre de situation ne se reproduise.

Le rapport en question date du 4 décembre 2002 et implique la

compagnie McKinsey & Co. Inc. et une autre firme associée à KPMG Consulting. Deux contrats d'une valeur de 1,5 million ont été accordés à McKinsey sans soumission. Le rapport ne précise pas la valeur individuelle des contrats accordés à KPMG — également accordés sans soumission —, mais établit leur total à 2,8 millions.

Selon les règlements en vigueur à la Banque du Canada, tout contrat de plus de 100 000 \$ doit faire l'objet d'une soumission, sauf dans des circonstances exceptionnelles.

Industrie de la construction

## La CSN lance sa campagne de maraudage

CLAIRANDRÉE CAUCHY  
LE DEVOIR

Fidèle à la tradition des conférences de presse dominicales, la CSN a lancé hier sa campagne de maraudage dans le secteur de la construction. La centrale tentera au cours du prochain mois d'augmenter le nombre de ses membres dans ce secteur, alors qu'elle n'en représente que 11,7 %, comparativement à 72 % pour le Conseil conjoint, affilié à la FTQ. Le vote se tiendra du 5 au 7 juin prochain.

Au cours de la période de maraudage, la CSN-construction dénoncera la clause de mobilité régionale négociée par son principal rival en 2001. Cette clause permet à un entrepreneur de faire travailler sur un chantier ses employés qui ne seraient pas originaires de la région. «Cela fait en sorte de déqualifier les travailleurs de la région, d'enlever des ressources de la région et de lui couper des revenus. Quand on se plaint que les jeunes quittent les régions, parce qu'il n'y a pas d'emploi de qualité en région, c'est directement relié», soutient le président de la CSN-Construction, Ted McLaren.

Pluralisme syndical

La CSN espère augmenter son nombre de membres dans le secteur pour revendiquer une meilleure représentation à la table de négociation. Le dernier protocole de négociation survenu entre le conseil conjoint-FTQ et les employeurs excluait les autres syndicats des pourparlers, selon les explications fournies par la CSN. La centrale a l'intention de contester, dès la fin du maraudage, la légalité de ce processus destiné à la «museler».

«Ce n'est pas normal que les syndicats qui forment l'opposition, ou présentent un autre point de vue, n'aient pas droit de parler à la table de négociation. C'est comme si, à l'Assemblée nationale, l'opposition n'avait pas le droit de parole», fait valoir Ted McLaren.

Le conseil conjoint réfute les allégations de la CSN-Construction. «C'est du charriage!», s'exclame le président du conseil conjoint, Jean Lavallée. La loi prévoit que les associations qui représentent plus de 15 % des travailleurs du secteur puissent être présentes à la table. Or, seul le conseil conjoint recueille ce pourcentage. M. Lavallée dit espérer que son organisation représentera une plus grande proportion des syndiqués du secteur au terme de la période de changement d'allégeance.

EN BREF

## Héma-Québec : infirmières mécontentes

(Le Devoir) — Les infirmières de la division mont-réalaise d'Héma-Québec, réunies en assemblée générale hier, ont décidé d'augmenter les moyens de pression en vue d'arriver à une entente avec leur employeur. Les négociations se poursuivent sans résultat depuis maintenant deux ans et demi entre l'organisme à but non lucratif et l'Union québécoise des infirmières et infirmiers de la CSQ, qui représente les 70 infirmières. Le plan de mobilisation prévoit des séances de piquetage-surprise devant les cliniques de sang.

Course à la direction du PLC

## Denis Paradis accorde son appui à Paul Martin

PRESSE CANADIENNE

Saint-Ignace-de-Stanbridge — Le secrétaire d'État à l'Amérique latine, l'Afrique et la Francophonie, Denis Paradis, accorde son appui à Paul Martin en vue de la course à la direction du Parti libéral du Canada.

Au cours d'un brunch dans sa circonscription de Brome-Missisquoi, hier, M. Paradis a expliqué que l'ex-ministre des Finances était le plus rassembleur, selon lui.

Par ailleurs, le Bloc québécois a dénoncé les déclarations du mi-

nistre fédéral des Finances et aspirant à la succession de Jean Chrétien, John Manley, qui estime qu'Ottawa devrait exercer un plus grand leadership dans le secteur de l'éducation. Le député bloquiste Pierre Paquette affirme que le fédéral n'a aucune légitimité pour s'immiscer dans un domaine de compétence provinciale. Il rappelle qu'Ottawa contribue très peu financièrement à l'éducation, soit seulement 8 % des budgets provinciaux. Pour M. Paquette, il s'agit d'une belle illustration du déséquilibre fiscal qui permet à Ottawa de s'ingérer dans les compétences des provinces.

**Destinations**

LE PATRON VEUT VOUS VOIR... détendu!

Pour vos réunions d'affaires

Courtoisie, Cuisine, Calme, Charme et Caractère sont à l'ordre du jour

LEAU À LA BOUCHE  
HOTEL-RESTAURANT

RELAYS & CHATEAUX. RELAIS GOURMANDS

www.leauualabouche.com Ste-Adèle 450.229.2991

Pour annoncer dans ce regroupement, contactez Jean de Billy au (514) 985-3322 ou à jdebilly@ledevoir.com

# LES ACTUALITÉS

## Fin de la visite du pape en Espagne



SERGIO PEREZ REUTERS

Visiblement fatigué, le pape Jean-Paul II a repris l'avion pour Rome, hier en fin de journée, après une visite de deux jours à Madrid.

## Jean-Paul II appelle les Espagnols à conserver leurs valeurs chrétiennes

AGENCE FRANCE-PRESSE

Madrid — Jean-Paul II, après avoir lancé samedi un appel à la paix, a canonisé hier cinq nouveaux saints, lors d'une messe célébrée sur la place de Colon de Madrid, au deuxième et dernier jour de sa cinquième visite en Espagne.

Le pape, sous un auvent blanc, a présidé cette cérémonie, l'acte le plus solennel de sa visite en Espagne, sur une gigantesque estrade blanche dressée pour l'occasion au centre de cette place qui tire son nom de Christophe Colomb.

Des centaines de milliers de fidèles avaient pris place dès l'aube, voire même dans la soirée de samedi, pour être dans les premiers rangs ou dans les jardins de la place. La famille royale, le gouvernement espagnol, des responsables politiques, ainsi que des représentants des régions et du clergé ont participé à la cérémonie qui devait durer près de trois heures.

Jean-Paul II, qui a fait preuve de vitalité samedi lors d'une rencontre avec 600 000 jeunes, a accusé le coup hier et pour la première fois dans l'un de ses voyages à l'étranger, n'a pas pu se déplacer autrement qu'à l'aide de son fauteuil installé sur son estrade mobile.

La pompe et les fastes déployés, l'attitude même du pape, l'air fatigué, épongeant ses lèvres et essuyant ses yeux et comme ployant sous sa mitre et sa cape d'or, marquaient un vif contraste avec la rencontre de la veille avec les jeunes catholiques, près de Madrid, où Jean-Paul II s'était montré particulièrement enjoué.

Le pape a appelé dans son homélie l'Espagne à conserver ses valeurs chrétiennes.

«N'abandonnez pas vos valeurs chrétiennes. Ainsi seulement vous serez capables d'apporter au monde et

à l'Europe la richesse culturelle de votre histoire», a-t-il lancé à la foule, réitérant une phrase de son premier voyage en Espagne en 1982: «La foi chrétienne et catholique constituent l'identité du peuple espagnol.»

Parmi les cinq nouveaux saints dont les portraits géants recouvraient un immeuble de la place, figure notamment un prêtre fusillé par les Républicains au début de la guerre civile espagnole (1936-1939), le 11<sup>e</sup> martyr de ce conflit canonisé par Jean-Paul II.

Dans son discours, le souverain pontife s'est borné à signaler que le père Pedro Poveda Castroverde a fini sa vie «avec la couronne du martyr», sans évoquer pour autant l'une des pages les plus noires de l'histoire espagnole contemporaine.

### Pour la paix

Samedi, dès son arrivée à l'aéroport, puis au cours de sa rencontre avec les jeunes, il avait au contraire appelé à plusieurs reprises à «la paix» et «à la paix des peuples».

Il avait dénoncé les conséquences de la spirale de la violence, du terrorisme et de la guerre et mis en garde contre la tentation «d'imposer ses idées» au cours d'une longue rencontre avec la jeunesse espagnole.

«Vous savez combien la paix dans le monde me préoccupe», a-t-il déclaré à à quelque 600 000 jeunes catholiques venus le rencontrer sur une base aérienne proche de la capitale. «La spirale de la violence, du terrorisme et de la guerre provoque encore aujourd'hui la haine et la mort», a-t-il rappelé. «C'est pourquoi je veux vous exhorter à être les artisans de la paix», a-t-il plaidé. «Restez à l'écart de toute forme de nationalisme exacerbé, de racisme et d'intolérance. Témoinnez que les idées ne s'imposent pas, mais se proposent», a-t-il demandé à l'assistance.

## La fermeture des écoles prolongée pour deux autres semaines

# Au moins 15 000 personnes placées en quarantaine à Pékin

AGENCE FRANCE-PRESSE

Hong Kong — Une quinzaine de milliers de personnes ont été placées en quarantaine à Pékin en raison de l'épidémie de pneumonie atypique et les écoles y resteront encore fermées deux semaines, alors que des responsables sanitaires dans tout le pays ont perdu leur poste pour ne pas avoir obéi aux nouvelles directives officielles de fermeté.

Un grand coup de balai dans l'administration de la Santé chinoise a été décidé alors que le syndrome respiratoire aigu sévère (SRAS) a provoqué sept décès et 163 contaminations supplémentaires ce qui porte le bilan de la maladie à 197 morts parmi les 4125 cas enregistrés officiellement en Chine.

Toutes les institutions médicales chinoises sont dans l'obligation de mettre en place des dispositions afin de lutter contre le SRAS faute de quoi, les responsables risquent de perdre leur place quel que soit leur niveau de responsabilité.

Selon les médias officiels, 10 responsables du comté de Longnan, dans la province du Jiangxi, ont été renvoyés ou sanctionnés pour ne pas avoir mis en œuvre les mesures de quarantaine et contrôlé le retour des travailleurs depuis Pékin. La direction de l'hôpital de la ville de Fuyang dans la province de Anhui a été chassée pour des manquements identiques.

Même dans l'île de Hainan où pourtant aucun cas de SRAS n'a été signalé, le chef de l'administration sanitaire de la région et plusieurs directeurs d'hôpitaux ont été sanctionnés ou renvoyés, faute d'avoir adopté les nouvelles dispositions.

À Pékin, devenu le principal foyer de l'épidémie, le nombre de morts atteint maintenant la centaine sur plus de 1800 cas recensés.

Écoles et collèges de la capitale chinoise, fréquentés par 1,37 million d'élèves, resteront fermés deux semaines supplémentaires en raison de l'épidémie de pneumonie atypique, a annoncé la presse officielle hier.

Dans la région administrative spéciale de Hong Kong cinq

morts et huit nouveaux cas ont été signalés par les autorités hier ce qui porte le bilan à 184 décès parmi les 1629 contaminés.

### Marins hospitalisés

Alors que sur le territoire de Hong Kong l'épidémie semble à peu près maîtrisée le danger pourrait provenir de la mer. Un cargo malaisien ayant à son bord une dizaine de marins malades qui pourraient avoir été contaminés par la pneumonie atypique a été placé en quarantaine dans l'attente des examens.

Les dix marins qui avaient affirmé ressentir les symptômes de la maladie les jours précédents (forte fièvre, toux et douleurs musculaires) ont été hospitalisés et placés en observation.

Les autorités de Hong Kong ont indiqué que la prise de température sur les 24 membres d'équipage n'a pas permis de trouver d'anomalie cependant elles préfé-

rent attendre avant de se prononcer, car certains ont déjà pris récemment des antibiotiques dans l'attente de l'escalade.

Une vingtaine de personnels soignants et de pompiers revêtus des combinaisons d'isolation complète sont montés à bord du navire qui a jeté l'ancre au large de l'île de Lamma afin d'effectuer des contrôles sur les 24 membres de l'équipage. Le bateau a été mis en quarantaine.

Parti de Bangkok le 28 avril, le Bunga Belawis Satu a fait escale à Huangpu, l'un des ports de la ville méridionale de Canton mais il se serait également rendu dans différents ports de la région et en particulier à Singapour.

### Ailleurs en Asie

Ailleurs l'épidémie semble en voie de stabilisation. Les autorités de Singapour et Taïwan ont annoncé chacune un mort ce qui porte le bilan à 26 et 8 décès respective-

ment. En Inde quelque 90 Australiens ont été placés en quarantaine, sous surveillance policière, après l'hospitalisation d'un membre de leur groupe suspect d'avoir contracté le SRAS, selon la presse indienne.

Le bilan mondial du SRAS est maintenant de 449 décès parmi les 6242 personnes contaminées.

Enfin à Taïwan, deux journalistes ont été placés en quarantaine pendant deux semaines à partir d'hier et risquent une peine de trois ans de prison, pour avoir effectué un reportage dans un hôpital traitant les malades atteints de la pneumonie atypique.

Un photographe et une rédactrice, dont les noms n'ont pas été révélés s'étaient fait passer pour des malades afin de rester en compagnie des 1100 personnes, personnel médical et malades, de l'hôpital municipal de Taipei, placé en quarantaine depuis le 24 avril, ont indiqué les autorités de Taipei.



WILSON CHU REUTERS

Dans un supermarché de Pékin, une employée s'active à regarnir les tablettes de nettoyeurs et de désinfectants, qui ont commencé à manquer un peu partout dans la capitale chinoise.

## 440 km plus loin que prévu

# Les cosmonautes du Soyouz retrouvés en bonne santé

AGENCE FRANCE-PRESSE

Astana — Le vaisseau spatial russe Soyouz et son équipage de trois hommes, un Russe et deux Américains, ont été retrouvés par les sauveteurs au Kazakhstan quelques heures après un atterrissage mouvementé qui a eu lieu à quelque 440 km du point prévu.

Les trois hommes, en bonne santé, rentrés sur Terre après un long séjour à bord de la Station spatiale internationale (ISS), sont rapidement repartis à bord d'un hélicoptère à destination d'Astana, la nouvelle capitale kazakhe.

Le cosmonaute russe Nikolai Boudarine et les astronautes américains Kenneth Bowersox et Donald Pettit devaient gagner Moscou en fin de journée.

Un haut responsable de la NASA présent à Astana s'est félici-

té de l'heureuse conclusion du vol. «Personne n'a paniqué, personne n'a été blessé. Le premier atterrissage d'un Soyouz TMA a été un succès. Ils vont chercher à savoir pourquoi c'est arrivé si loin», a dit à l'AFP Jim Newman, directeur des vols habités à la NASA.

Aucune explication n'a été fournie dans l'immédiat au sujet des problèmes survenus à l'atterrissage, à l'origine d'une «dérive» de plus de 400 km.

«Nous connaissons les causes» des difficultés, a affirmé par ailleurs à la télévision le chef de la société de construction spatiale Energuia, Iouri Semionov, formulant trois hypothèses: erreur humaine d'un membre d'équipage, problème technique des systèmes de bord ou des conditions particulières lors de la descente du vaisseau dans l'atmosphère.

## Nouvelle polémique sur le foulard islamique

# En France, des intellectuels musulmans lancent un appel contre le «fondamentalisme»

REUTERS

Paris — Vingt musulmans laïcs de France, dont le grand mufti de Marseille Soheib Bencheikh, appellent les musulmans de France à rejeter «ceux qui veulent imposer un fondamentalisme musulman» dans une pétition que publie aujourd'hui l'hebdomadaire *Marianne*.

«Nous appelons la majorité silencieuse des musulmans de France, pratiquants ou non, muselés depuis toujours par les pressions et les intimidations, à se lever pour s'exprimer et faire valoir leur point de vue», écrivent les signataires.

«Face à la tentative de ceux qui veulent imposer un fondamentalisme musulman importé de l'étranger et qui souhaitent instrumentaliser l'islam et les musulmans à des fins politiques, notre devoir est de nous mobiliser et d'agir», poursuivent-ils dans cet appel publié au lendemain de l'Assemblée générale constitutive du tout nouveau Conseil français du culte musulman (CFCM).

Aux termes de l'accord ayant abouti à la création du CFCM, la présidence de cette instance représentative des musulmans de France a été confiée hier à Dalil Boubakeur, recteur de la Mosquée de Paris. Les deux postes de vice-présidents sont revenus à Mohamed Bechari, président de la Fédération nationale des musulmans de France (FNMF), et à Fouad Alaoui, secrétaire général de l'Union des organisations islamiques de France (UOIF).

Mais dans *Le Figaro* de samedi, Soheib Bencheikh, qui siège au bureau du CFCM, estime que cette répartition du pouvoir «ne garantit pas une vraie représentation de la majorité des musulmans de France, ceux qui ont accepté de jouer le jeu de l'intégration et de la privatisation de la foi».

Au nombre des autres signataires de la pétition, dont l'anthropologue Malek Chebel ou Rachid Kaci, ancien candidat à la présidence de l'UMP, figure aussi Bétoule Fekkar-Lambiotte, l'Education nationale, présidente de l'association Terre d'Europe a démissionné du

bureau du CFCM avant même son assemblée générale constitutive pour protester contre les privilèges accordés selon elle par Nicolas Sarkozy à l'UOIF qu'elle juge «parfaitement rétrograde».

C'est lors du congrès de l'UOIF, le 20 avril dernier au Bourget, que le ministre de l'Intérieur s'est fait conspuer après avoir évoqué la nécessité pour les femmes d'être photographiées tête nue sur leurs papiers d'identité.

### «Débat surréaliste»

Ces propos ont relancé le débat sur le foulard islamique, au sujet duquel le premier ministre, Jean-Pierre Raffarin, n'a pas arrêté de décision définitive.

Le 3 avril, sur France 3, il avait laissé entendre qu'il serait favorable à l'interdiction du port du foulard islamique à l'école et dans les services publics au nom de la séparation entre «sphère privée» et «sphère publique».

Hier, sur Europe 1, il n'a pas exclu le recours à une loi pour faire respecter la laïcité dans les établissements scolaires publics, notamment en ce qui concerne le port du voile islamique, mais il a souhaité ne pas avoir à le faire.

Mais pour les signataires de «l'appel de mai», pour qui le foulard islamique est le «véritable étendard de l'islamisme politique», ce débat est «surréaliste».

Cette controverse, ajoutée à «la mise en cause de la laïcité française, ne doit pas faire perdre de vue qu'il s'agit pour la France et les Français de refuser et de résister à l'implantation sur notre territoire d'une idéologie dangereuse, perverse et surtout mortelle pour la République», ajoutent-ils.

«Le port du voile est interdit par la loi de 1905, stop! Ce n'est pas à la République de s'adapter à la religion, c'est la religion qui doit s'adapter à la République», estime dans les colonnes de *Marianne* le journaliste algérien Mohamed Sifaoui, signataire de ce texte.

«Réclamer une loi, c'est faire leur jeu: les islamistes veulent être stigmatisés, ils cherchent la polémique et la confrontation», poursuit-il.

**ROLEX**  
Day-Date  
en or rose 18 carats.

*Bijouterie*  
**Gambard**  
Vente et service technique

630-A RUE CATHCART MONTRÉAL, CENTRE VILLE  
(514) 866-3876

LOTO QUÉBEC		Résultats	
Tirage du 2003-05-03		Tirage du 2003-05-02	
6/6	0	7/7	1
5/6+	4	6/7+	1
5/6	202	6/7	106
4/6	11 508	5/7	6 291
3/6	212 673	4/7	131 430
Complémentaire: (09)		3/7+	124 613
Ventes totales: 12 409 377 \$		3/7	1 100 528
Prochain gros lot (appr.): 5 000 000 \$		Participation gratuite	
<b>Quebec</b> Tirage du 2003-05-03 6/6: 0 5/6+: 0 5/6: 22 4/6: 1 410 3/6: 24 139 Complémentaire: (48) Ventes totales: 584 997,50 \$		<b>Extra</b> Tirage du 2003-05-02 NUMÉRO LOT 126177 100 000 \$	
<b>Super 7</b> Tirage du 2003-05-02 6/6: 0 5/6+: 1 5/6: 106 4/6: 6 291 3/6: 131 430 Complémentaire: (15) Ventes totales: 16 089 784 \$ Prochain gros lot: 2 500 000 \$		<b>Extra</b> Tirage du 2003-05-03 NUMÉRO LOT 365159 100 000 \$	

Les modalités d'encasement des billets gagnants paraîtront au verso des billets.  
En cas de départ entre cette liste et la liste officielle de L-Q, cette dernière a priorité.

Si vous avez un problème de jeu... MISE SUR TOU 1 MAI 2003

LE DEVOIR

## LE MONDE

Nouvelles négociations israélo-palestiniennes

## Sharon veut rencontrer Abbas

Toute trêve avec les activistes palestiniens est exclue

Le premier ministre israélien Ariel Sharon a exclu toute trêve avec les activistes palestiniens et a appelé à la destruction de leurs infrastructures, a fait savoir hier soir un haut responsable du gouvernement israélien. Il a tenu ces propos lors d'entretiens dans la soirée avec le secrétaire d'État adjoint américain William Burns, lequel avait estimé un peu plus tôt qu'Israël devrait mettre un bémol à ses opérations militaires contre les Palestiniens afin de les encourager à rejeter la violence.

AGENCE FRANCE-PRESSE

Jérusalem — Le premier ministre israélien Ariel Sharon a annoncé hier son intention de diriger personnellement les négociations avec les Palestiniens, quelques heures avant une rencontre avec le secrétaire d'État adjoint américain chargé du Proche-Orient, William Burns.

Selon la radio publique, M. Sharon a fait part en séance hebdomadaire du gouvernement de son intention de «chapeauter personnellement, en consultation avec les ministres, les négociations» sur un règlement politique avec les Palestiniens.

La radio a indiqué également que M. Sharon envisageait de rencontrer son homologue palestinien Mahmoud Abbas (Abou Mazen) «après les fêtes du jour de l'indépendance d'Israël» mercredi.

Il s'agirait de la première entrevue de MM. Sharon et Abbas depuis que ce dernier a officiellement pris ses fonctions mercredi, mais tous deux se sont déjà discrètement rencontrés à plusieurs reprises depuis mars 2001.

Le chef du gouvernement israélien a fait cette annonce, alors que M. Burns est arrivé à Tel-Aviv pour une visite de 48 heures en Israël et dans les territoires autonomes palestiniens.

Avant la réunion du cabinet, M. Sharon s'est entretenu avec le ministre de la Défense Shaul Mofaz, qui doit superviser le volet sécuritaire des pourparlers avec les Palestiniens par l'intermédiaire du général Amos Gilad, chef d'une nouvelle unité spéciale de son ministère.

Selon ses proches, M. Mofaz estime que les principaux obstacles à la relance du processus politique sont le rôle que M. Arafat continue d'assumer et le refus de tout compromis du Jihad islamique et du Hamas, organisations responsables de la plupart des attentats meurtriers anti-israéliens.

M. Burns vient préparer la visite à compter de samedi en Israël et dans les Territoires palestiniens de secrétaire d'État américain Colin Powell visant à promouvoir l'application de la «feuille de route» de la paix israélo-palestinienne.

Ce document établi par les représentants du quartet sur le Proche-Orient (États-Unis, Union européenne, Nations unies et Russie) prévoit notamment la création d'un État palestinien d'ici 2005.

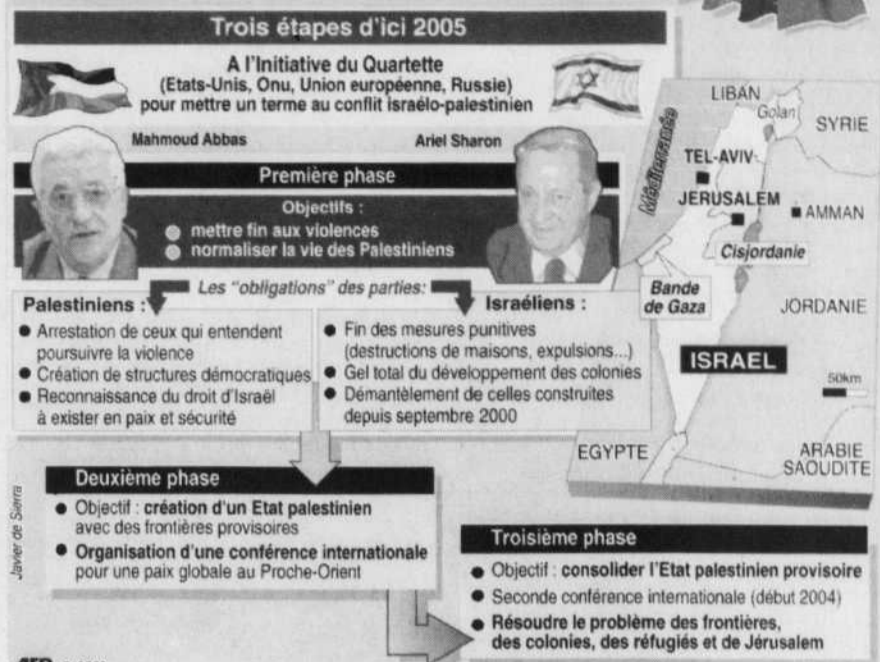
M. Burns s'est entretenu hier matin avec le chef de la diplomatie israélienne Silvan Shalom, et devait rencontrer en soirée MM. Sharon et Mofaz.

«J'ai dit à M. Burns qu'Israël exige la fin du terrorisme, et pas seulement un simple cessez-le-feu artificiel de quelques mois. Nous voulons nous engager dans un véritable processus de paix», a déclaré aux journalistes M. Shalom à l'issue de cet entretien.

Selon un responsable de l'ambassade américaine à Tel-Aviv qui a remis l'anonymat, «M. Burns est attendu aujourd'hui à Ramallah [Cisjordanie] pour des discussions avec les dirigeants palestiniens, mais surtout pas avec Yasser Arafat» le président de l'Autorité palestinienne dont Israël et les États-Unis exigent la mise à l'écart. Contrairement à M. Arafat qu'Israël accuse de soutenir le «terrorisme», M. Abbas est considéré comme un modéré et donc comme un interlocuteur valable, notamment parce qu'il s'est prononcé pour la «démilitarisation de l'intifada».

M. Burns a par ailleurs informé Israël de la teneur des récentes discussions de Colin Powell à Damas et à Beyrouth. «La possibilité d'une reprise des négociations entre Israël et la Syrie est minime. Il n'en est même pas question du tout actuellement», a cependant affirmé un responsable officiel israélien, cité hier par le journal Yédiot Aharonot, sous couvert de l'anonymat.

## La "feuille de route" pour la paix



«Colombe» israélienne

## Mitzna jette l'éponge

REUTERS

Jérusalem — Amram Mitzna, «colombe» du Parti travailliste israélien qui a subi une cinglante défaite électorale en janvier face au premier ministre sortant Ariel Sharon, a annoncé hier sa démission de la tête de cette formation.

Les rivalités de personnes au sein d'une formation divisée en factions, plutôt qu'une réponse tardive à la cinglante défaite de janvier, semblent être la principale raison de sa décision de se retirer.

Cette décision n'aura aucune conséquence immédiate sur les efforts de paix du «quartet» de médiateurs internationaux au Proche-Orient car Sharon dirige un gouvernement de droite, sans travaillistes.

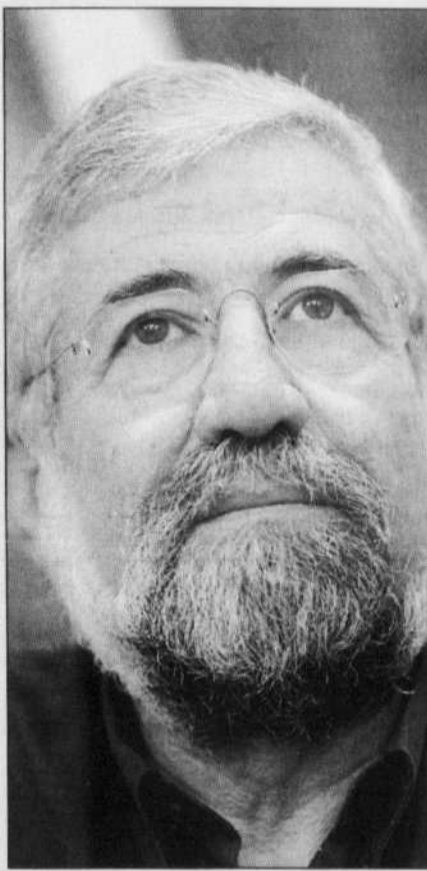
Invoquant de constants coups de poignard dans le dos portés par des rivaux travaillistes, Mitzna a annoncé sa démission lors d'une conférence de presse : «Aujourd'hui, je rends le mandat qui m'a été donné par les membres du Parti travailliste et démissionne de la tête du Parti travailliste.»

Le président palestinien Yasser Arafat s'est dit surpris en apprenant la nouvelle. «Est-ce que cela signifie que les travaillistes vont retourner au gouvernement?», s'est-il interrogé sur les ondes de la chaîne de télévision Al Arabiya, basée à Dubaï.

«Nous espérons que celui qui le remplacera à la tête du Parti travailliste adoptera la même attitude», a-t-il ajouté.

Mitzna était devenu chef du Parti travailliste en novembre après l'avoir emporté au cours d'une primaire sur l'ancien ministre de la Défense Binyamin Ben-Eliezer.

Si, à l'instar d'autres anciens généraux, il s'est lancé dans la politique après sa carrière militaire, Mitzna est arrivé en haut de l'affiche en partant de la base, de la ville de Haïfa dont il était maire, et non en arpentant les couloirs du parti. Sa campagne terne pour les législatives de janvier a rendu furieux de nombreux responsables travaillistes qui lui ont reproché sa décision d'annoncer, avant le

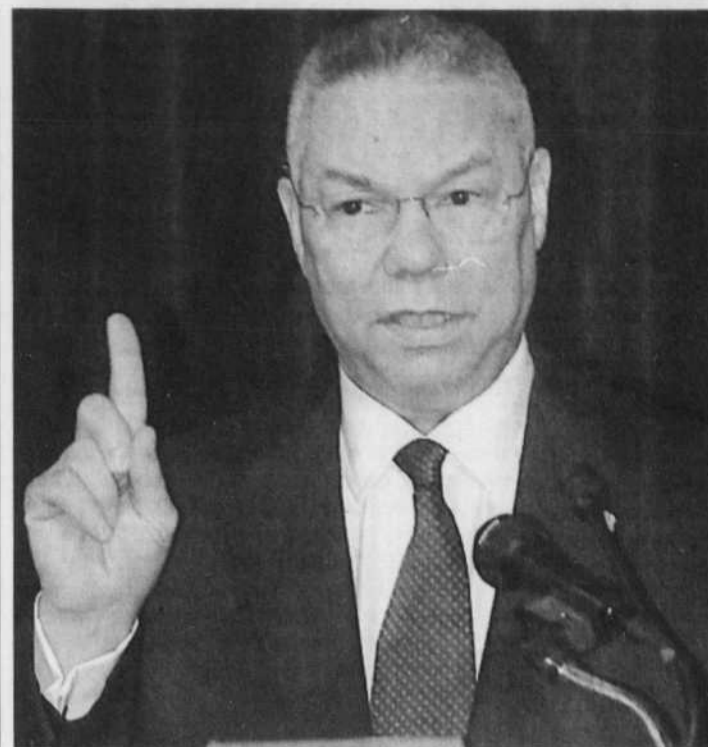


Amram Mitzna: se battre pour la paix.

scrutin, que les travaillistes ne réédieraient pas l'expérience d'un gouvernement d'union nationale avec Sharon pour Premier ministre. «Je suis désolé de dire qu'il existe des gens dans le parti qui ont tout fait pour me mettre des bâtons dans les roues», a déclaré Mitzna, âgé de 58 ans.

«Je suis venu pour me battre pour la paix, pour donner une image sociale à Israël. Je crois aujourd'hui, comme je le croyais il y a neuf mois, qu'il est possible de conduire Israël vers une réalité différente [...] mais je ressens le besoin de dire que dans les circonstances actuelles, il est impossible de diriger le Parti travailliste.»

Le secrétaire général du parti Ofer Pines a dit s'attendre à ce que le Parti travailliste, qui a perdu un quart de ses 26 sièges en janvier, élise un nouveau responsable en juin.



Colin Powell: arrêts à Damas et Beyrouth, ce week-end.

## Hezbollah et Hamas rejettent les pressions de Powell sur Damas

REUTERS

Beyrouth/Damas — Le Hezbollah libanais s'est déclaré convaincu hier que la Syrie ne céderait pas aux pressions des États-Unis, qui exigent de Damas des mesures fermes contre les mouvements radicaux palestiniens.

L'organisation extrémiste palestinienne Hamas, dont Washington réclame la fermeture des bureaux à Damas, a elle aussi rejeté les pressions américaines et assuré que son combat contre Israël continuerait.

Ces pressions émanent du secrétaire d'État américain Colin Powell, qui vient d'achever une visite en Syrie et au Liban, sa première dans la région depuis la chute du régime de Saddam Hussein en Irak. Powell a notamment demandé samedi que l'armée régulière libanaise remplace le Hezbollah à la frontière libano-israélienne et que les autorités syriennes ferment les bureaux du Hamas et d'au moins deux autres organisations.

«Je doute que quiconque réponde à son appel, car tant qu'il y aura occupation israélienne, nul ne peut proposer de désarmer la résistance», a déclaré à Reuters le cheikh Hassan Izzedine, haut responsable du Hezbollah, «parti de Dieu», que soutiennent l'Iran et la Syrie.

«Nous ne craignons pas un seul instant pour notre avenir et nous considérons que notre cause est juste et rejetons toute menace», a-t-il ajouté.

«Encore faut-il distinguer entre l'envoi de l'armée à la frontière [...] et le fait que l'armée puisse servir de protection à Israël, en défendant l'entité sioniste et en jouant le rôle de policier pour le compte d'Israël dans la région», a renchéri Hussein Khalil, conseiller du leader du Hezbollah,

le cheikh Hassan Nasrallah.

Un haut responsable du Hamas, s'exprimant au Liban, a démenti que quoi que ce soit ait changé en Syrie pour son organisation.

«Les Américains savent bien que notre présence découle de la présence palestinienne en Syrie et au Liban et qu'elle n'est pas volontaire. Elle est contrainte, en raison de l'occupation de nos terres et de l'expulsion de Palestiniens [au moment de la création d'Israël]», a expliqué ce haut responsable, Oussama Hamdan.

En Syrie, plusieurs factions palestiniennes ont déclaré que tout continuait comme auparavant pour leurs représentations à Damas, au lendemain des demandes formulées par Powell.

«Ce n'est que du baratin. Une tempête dans un verre d'eau, parce que nous sommes simplement des bureaux de presse», a déclaré à Reuters Abou Djihad Talaat, du Jihad islamique. «La position du président syrien Bachar el Assad est très claire pour ce qui est des droits des Palestiniens.»

Le Jihad islamique, qui a revendiqué de nombreux attentats suicide contre des objectifs israéliens depuis le début de la seconde intifada, assure que son bureau de Damas ne joue strictement aucun rôle dans la préparation de telles opérations.

Après un entretien avec Assad samedi, Colin Powell avait déclaré que la Syrie avait arrêté des mesures pour limiter la présence de certaines organisations palestiniennes, en procédant à des «fermetures». Les autorités syriennes n'ont fait aucune déclaration à ce sujet, mais Damas affirme de longue date que les bureaux palestiniens sur son territoire ne sont que des organes de propagande.

EN BREF

## Pas de procès pour Berlusconi?

Rome (Reuters) — Le président du Sénat italien, Marcello Pera, plaide hier pour que le procès pour corruption du président du Conseil Silvio Berlusconi se tienne lorsqu'il ne sera plus en fonction. La porte-parole de Marcello Pera a confirmé les propos tenus par ce dernier dans une interview publiée hier par le journal *La Repubblica*. «Pour moi, l'intérêt de l'État est capital», estime Pera, qui appartient au parti Forza Italia de Silvio Berlusconi. «Le procès ne discrédite pas seulement la personne du président du Conseil, mais aussi son image à

l'étranger», ajoute-t-il dans l'interview. «A mes yeux, il existe de fortes raisons de suspendre le procès, de le retarder jusqu'à ce qu'il ait cessé de jouer un rôle dans les institutions», continue-t-il. Berlusconi est en procès pour avoir fait distribuer des pots-de-vin à des magistrats lors de la bataille pour la prise de contrôle d'une société au cours des années 1980. Il rejette ces accusations et affirme que les magistrats milanais mènent contre lui une campagne de diffamation. Au cas où Silvio Berlusconi serait reconnu coupable, l'Italie risquerait de plonger dans une crise institutionnelle, dans la mesure où elle doit présider l'Union européenne du 1<sup>er</sup> juillet prochain à la fin décembre.

## L'absence d'électricité, un legs de Saddam

Pour illuminer les palais du dictateur déchu, ses fidèles serviteurs avaient développé un réseau électrique privant des régions entières de l'Irak de courant pour le concentrer sur Bagdad

MARC CARNEGIE

AGENCE FRANCE-PRESSE

Bagdad — Dans l'obscurité de la nuit, ponctuée de coups de feu, Bagdad devient étrangement comme n'importe quelle autre métropole du monde, une ville où il ferait bon être... si elle était illuminée.

Mais plusieurs quartiers de la ville sont encore plongés dans le noir, et près de quatre semaines après la chute de Saddam Hussein, les troupes américaines s'efforcent de remédier à l'un des legs les plus obscurs de l'ancien dictateur: le réseau électrique.

«Le système électrique est complexe et archaïque. Il a été conçu pour alimenter Bagdad», indique un capitaine américain, Travis Morehead. «Ils faisaient venir l'électricité de tout le pays pour illuminer la capitale», ajoute-t-il.

Les ingénieurs s'efforcent de rétablir le courant dans Bagdad et le reste de l'Irak, ont découvert que le réseau était une sorte de testament posthume de Saddam, révélant la planification centralisée

dictatoriale du régime et de sa mégalomanie.

Pour illuminer ses palais somptueux, d'où Saddam et ses fils gouvernaient le pays avec une poigne de fer, ses fidèles serviteurs ont développé un réseau électrique qui privait des régions entières de l'Irak de courant pour le concentrer — de façon inefficace — sur Bagdad.

## Difficultés

Selon Morehead, les équipes de techniciens qui se sont mises à la tâche, rencontrent des difficultés, avec des coupures de courant non expliquées et des réseaux de distribution bizarres, qui ralentissent les efforts pour rétablir le courant.

Le réseau de lignes électriques de moyenne et basse tension dans Bagdad est pratiquement réparé, a indiqué Morehead, mais celui des lignes de haute tension entourant la capitale nécessite des interventions dans plus de 50 endroits et sa remise en service prendra encore quelques temps.

«Selon les dernières estimations,

il faudra encore deux à trois semaines» pour tout remettre en ordre, estime-t-il. Mais, comme l'occupation américaine de l'Irak ne va plus se compter en semaines mais en mois, et que l'été va bientôt plonger le pays sous une chape de plomb, l'absence de courant est en train de devenir une bombe à retardement.

Avec des réfrigérateurs hors service, la nourriture ne peut plus se conserver ce qui constitue un terrain propice à l'apparition de maladies sur une grande échelle, une situation à laquelle les hôpitaux de Bagdad, mal équipés, ne peuvent pas remédier.

Sans courant, il est impossible de faire fonctionner les usines de traitement d'eau et d'eaux usées dans cette métropole de cinq millions d'habitants.

Et la nuit, l'absence de lumière dans les rues laisse le champ libre à toutes sortes de vols et de pillages et complice encore plus la tâche de ramener l'ordre dans cette ville meurtrie.

«L'eau potable, les eaux usées et les hôpitaux sont les secteurs priori-

taires pour le rétablissement du courant», dit Morehead, ajoutant que les équipes travaillant 24 heures sur 24 pour ramener l'électricité rencontrent un autre problème.

La principale usine de distribution d'électricité dans la ville a été pillée dans la foulée de la chute de Saddam Hussein.

«Elle a été complètement pillée et partiellement incendiée», indique-t-il ajoutant que «rien ne fonctionne dans cette usine».

Bagdad, précise-t-il, a besoin de 1700 mégawatts (MW) d'électricité, mais les centrales ne produisent actuellement que 370 MW, soit 20 % des besoins.

Rétrospectivement, les troupes américaines ont découvert que cette situation chaotique n'était pas nouvelle et que du temps de Saddam, les Bagdadis étaient habitués à ces privations.

«Une grande partie de la population qui se plaint des pannes d'électricité, n'avait pas le courant avant», dit un autre militaire américain, le capitaine Jimmy Brownlee. «Nous venons de le découvrir.»



1007, rue LAURIER ouest, Outremont Tél.: 274-2442



AVIS DE DIVIDENDE DE PETRO-CANADA

Au cours d'une réunion tenue le 29 avril 2003, le Conseil d'administration de Petro-Canada a déclaré un dividende trimestriel de dix cents (10 ¢) par action sur les actions ordinaires en circulation de la Société, payable le 1<sup>er</sup> juillet 2003 aux actionnaires inscrits à la fermeture des bureaux le 3 juin 2003.

PAR ORDRE DU CONSEIL  
W.A. (Aif) Peneycad  
Vice-président, conseiller juridique principal et secrétaire général  
Calgary, le 29 avril 2003

## É D I T O R I A L

# Contre le séparatisme municipal

C'est tout à l'honneur du premier ministre Jean Charest de vouloir respecter ses engagements électoraux. Une promesse est une promesse. Mais faut-il tenir ses engagements envers et contre tout, lorsque le bien commun exige plutôt que l'on revienne sur la parole donnée, comme dans le cas des défusions?

Le gouvernement Charest, à peine formé, n'a pas tardé à voir quel bourbier représenterait la tenue éventuelle de référendums dans les nouvelles grandes villes. Le fractionnement municipal aléatoire qui en résulterait transformerait les territoires de Montréal, Longueuil, Gatineau et Québec en de vastes gruyères tout en les affaiblissant sur le plan économique et politique.

Déjà les stratèges libéraux cherchent comment encadrer l'exercice des défusions de telle sorte qu'il soit, au bout du compte, sans effet. En réitérant lors de l'assermentation de son gouvernement que, quoi qu'il arrive, on allait appliquer dans les régions métropolitaines une fiscalité d'agglomération, M. Charest indiquait à ceux qui voudront pratiquer le séparatisme municipal qu'ils ne gagneront rien au plan financier. En plus de payer pour les services propres à l'agglomération, ils devront payer pour leurs propres services.

Le gouvernement Charest pratique un double discours pour se sortir du piège qu'il s'est lui-même tendu, mettant l'accent tantôt sur le respect des droits des citoyens à s'exprimer, tantôt sur la volonté de l'équipe libérale de soutenir la réussite des grandes villes. On ne pourra toujours ainsi ménager la chèvre et le chou. Il faudra choisir, car ces deux positions sont contradictoires.

S'il a vraiment un préjugé favorable envers les grandes villes, le gouvernement de Jean Charest doit l'exprimer clairement tout en invitant par ailleurs le dernier carré d'irréductibles opposants aux fusions à se joindre à la recherche de compromis. Car, cela est certain, il faudra revoir un certain nombre de choses. On devine que la préférence du gouvernement va du côté d'une décentralisation du pouvoir des administrations centrales des villes vers les arrondissements. On excusera le nouveau ministre des Affaires municipales de ne pas avoir encore de vision bien arrêtée. Souhaitons qu'il ne tarde pas à préciser sa position. Cela aiderait à calmer le jeu.

Il n'y a pas de doute que la décentralisation est la voie qui s'impose. Louis Bernard, qui a été l'architecte du regroupement municipal dans la région de Montréal, proposait en octobre 2000 un fort degré d'autonomie aux arrondissements. Il recommandait de leur accorder le pouvoir d'imposer une taxe foncière sur les immeubles de leur territoire pour compléter les sommes reçues de la nouvelle ville. « Cette marge de manœuvre fiscale est le corollaire nécessaire de l'autonomie dont doivent jouir les arrondissements », écrivait-il. Voyant que les élus des banlieues rejetaient en bloc le rapport Bernard, Québec avait décidé de limiter l'autonomie accordée aux arrondissements.

L'administration Tremblay entreprend de son côté un processus d'analyse et de réflexion dans le but de définir un nouveau modèle organisationnel. On confie cette tâche à des spécialistes externes. Un appel d'offres a été lancé vendredi et la firme choisie devra présenter à la mi-août les divers scénarios possibles de décentralisation.

Il est curieux que le maire Gerald Tremblay ait attendu à ce jour pour enclencher ce processus alors que, dès le lendemain de son élection à la mairie, il avait promis à ses conseillers de favoriser l'octroi d'une plus grande autonomie aux arrondissements. Tant que le Parti québécois était au pouvoir, il n'y avait pas urgence, mais en tardant il a laissé croître une grogne qui sera d'autant plus difficile à contrôler qu'elle peut s'appuyer sur la promesse du Parti libéral sur les défusions.

Devant cette grogne, M. Tremblay n'ose pas prendre de position ferme et transparente sur les orientations organisationnelles à donner à la nouvelle ville. Il préfère se réfugier derrière des consultants. Élu au suffrage universel par tous les Montréalais, il est pourtant le seul à pouvoir proposer une vision à ses concitoyens. Si cela était, le gouvernement Charest n'aurait d'autre choix que de s'en inspirer. Malheureusement, le leadership lui manque pour contrer le séparatisme municipal.

bdescoteaux@ledevoir.ca

## Mettre le point final

Après 25 ans au *Devoir*, qui ont passé comme l'éclair, je tire ma révérence. D'autres horizons professionnels m'appellent. Ce n'est pas sans regret que je laisse une institution qui m'a formée et au sein de laquelle j'ai acquis une culture et des valeurs, même plus, une manière d'appréhender la société.

Je quitte des collègues de travail exceptionnels qui me manqueront cruellement et que je remercie de leur soutien. Je tiens aussi à exprimer ma reconnaissance aux lecteurs qui, comme nous, croient à la force des mots et sans lesquels nous n'existerions pas. Indulgents devant les raccourcis qu'entraîne trop souvent la précipitation du quotidien, les lecteurs ont également fait montre, à mon égard, d'une exigence dont je leur sais gré, puisqu'elle m'a obligée à une perpétuelle remise en question.

Le métier a beaucoup changé au cours des 25 dernières années. À mon arrivée au journal, les ordinateurs n'existaient pas. Donc, pas de « copier coller ». Pour éviter de jeter sa feuille à la poubelle 50 fois, il valait mieux avoir son texte en tête, du début à la fin. Cet exercice n'est plus nécessaire, l'ordinateur permettant de penser en écrivant. Il comportait néanmoins un certain attrait, celui de marquer un temps d'arrêt avant de se lancer dans l'écriture.

Cela dit, la base du métier reste inchangée: transmettre l'information pertinente au lecteur, de manière claire et, si possible, intéressante. Mais comme on le sait, l'avalanche d'informations dont nous sommes aujourd'hui inondés crée un effet d'étourdissement. De surcroît, tout le monde semble avoir quelque chose à vendre et, dans un tel environnement, la tentation du cynisme est une menace constante. Mais, encore là, la recherche d'avenues constructives a toujours dominé au *Devoir*. Les nombreuses discussions avec l'équipe éditoriale et les collègues sur l'impact de tel ou tel geste politique m'ont nourrie de façon quotidienne, alimentant la quête de la nouvelle et de ce qu'elle cache.

Le premier texte que j'ai écrit pour *Le Devoir*, en octobre 1977, portait sur les droits de scolarité à l'Université de Montréal. Des associations étudiantes protestaient contre une décision de l'Université d'exiger le paiement des droits de scolarité — 300 \$ — avant le 25 octobre. Plus ça change...

Le premier texte que j'ai écrit pour *Le Devoir*, en octobre 1977, portait sur les droits de scolarité à l'Université de Montréal. Des associations étudiantes protestaient contre une décision de l'Université d'exiger le paiement des droits de scolarité — 300 \$ — avant le 25 octobre. Plus ça change...

Le premier texte que j'ai écrit pour *Le Devoir*, en octobre 1977, portait sur les droits de scolarité à l'Université de Montréal. Des associations étudiantes protestaient contre une décision de l'Université d'exiger le paiement des droits de scolarité — 300 \$ — avant le 25 octobre. Plus ça change...

Le premier texte que j'ai écrit pour *Le Devoir*, en octobre 1977, portait sur les droits de scolarité à l'Université de Montréal. Des associations étudiantes protestaient contre une décision de l'Université d'exiger le paiement des droits de scolarité — 300 \$ — avant le 25 octobre. Plus ça change...

### LE DEVOIR

FONDÉ PAR HENRI BOURASSA  
LE 10 JANVIER 1910  
FAIS CE QUE DOIS

Directeur BERNARD DESCÔTEAUX  
Rédacteur en chef JEAN-ROBERT SANSFAÇON  
Vice-présidente finances et administration CATHERINE LABERGE  
Directeur de l'information JULES RICHER  
Directeurs adjoints de l'information PIERRE BEAULIEU,  
JEAN-FRANÇOIS NADEAU, LOUIS LAPIERRE  
Directeur artistique CHRISTIAN TIFFET  
Directeur, ventes publicitaires NICOLE CALESTAGNE

### GRAND MÉNAGE DU PRINTEMPS CHEZ CLAUDE BLANCHET...



### LETTRES

#### Quand tout va bien...

Je viens de publier chez vlb un essai dont le titre, *La Belle Province des satisfaits*, donne le ton du propos. Je me devais de répondre à la critique de M. Cornélien, dans le cahier « Livres » du 12 avril, parce qu'elle est une attaque personnelle contre « un gérant d'estrade sur la brosse ». Sur la brosse, M. Cornélien se trompe. Je ne désavoue pas Baudelaire ni Gainsbourg, une poésie profonde a été écrite sous ce genre d'influence, mais ce n'est pas mon cas.

Le terme « gérant d'estrade » est encore pire: je ne donne pas de solution et préfère soulever le doute, ayant toujours craint ceux qui ne doutaient de rien. Mais aussi, le terme même de gérant d'estrade suscite à l'esprit que quelques-uns connaissent et les autres pas. Outre le fait que j'ai enseigné pendant une quinzaine d'années, assez pour juger des carences en sciences ou littérature, que j'ai « bourlingué » à un bon niveau dans plusieurs activités humaines, je vénère la critique, même et surtout quand elle ne vient pas des nantis ou des installés. Être démocrate, c'est reconnaître la valeur de la pensée de nos concitoyens et œuvrer au développement et à l'expression de cette pensée, non pas tenter de les ridiculiser. Quand le grand Richard Desjardins, le plus illustre des gérants, parvient à lui tout seul à montrer à tout un ministère comment on gère une forêt, il faut non seulement se poser des questions sur l'écologie, mais surtout sur nos gouvernements.

Comme si une attaque personnelle risquait de ne pas suffire à éteindre un livre qualifié

de « travail exceptionnel » par M. Jacques Parizeau, M. Cornélien semble incapable de dire quelles sont les « carences » de mon état des lieux. J'aurais aimé que la critique du *Devoir* comprenne que lorsque je parle de caries dentaires, je ne parle pas seulement de caries dentaires, mais du fait que les enfants du Québec souffrent deux fois plus de caries que ceux de l'Ontario, fait que je relie à la pauvreté et à la pauvreté de notre conception de la santé publique. Ainsi, la « grammaire du texte » aurait pu lui apparaître plus lumineuse. Mais je ne peux pas croire sérieusement que M. Cornélien n'ait pas compris cela et je m'interroge donc sur le mobile de cette attaque un peu petite. Peut-être est-ce une volonté manifeste de réduire le propos politique à de la confusion plutôt que de reconnaître un questionnement déroutant et tabou au Québec.

J'attendais vraiment qu'un critique démonte mes démonstrations, fasse d'autres liens que les miens, c'est le but de ce pamphlet. Il y a de la matière dans ce livre et un décodage, et je suis navré que la critique ait glissé dessus. Les faits, s'ils ne plaisent pas, sont difficilement contestables puisque tirés de la presse écrite et électronique ou confirmés par les médias quelques mois après la remise à l'éditeur (l'état des bibliothèques ou le port de Montréal, par exemple). De cela, rien. Même pas un mot sur le fait que *Le Devoir* n'est lu ou vendu — c'est pour moi un révélateur de nos carences en éducation — qu'à trente mille exemplaires.

Tout va bien. La langue va bien, les étudiants, en particulier ceux de M. Cornélien,

n'ont pas besoin d'améliorer leur français, et c'est à se demander pourquoi les recteurs des universités repoussent *sine die* les examens de français prévus à l'entrée. M. Cornélien est satisfait.

Alain Cognard  
Écrivain

#### Église populaire

Prêtres mariés, ordination des femmes, mariage religieux des divorcés, voilà qui, sous l'angle des gestionnaires, semblent des solutions logiques aux problèmes de l'Église du Québec. Un sondage sur cette réorganisation vérifierait à quel point elle est conforme à la volonté de la majorité et permettrait de prévoir l'ampleur de la hausse de popularité de notre Église. On pourrait l'appeler « l'Église populaire du Québec ».

Je souhaite bon courage au nouvel évêque de Québec, M<sup>re</sup> Ouellet, car on se doit, ne serait-ce que démocratiquement parlant, de continuer à pouvoir offrir aux Québécois l'option d'être catholique romain. On peut trouver une argumentation cohérente et bien étoffée en faveur du célibat des prêtres, de la non-admission des femmes au sacerdoce et de l'indissolubilité du mariage sur le site [www.vatican.va](http://www.vatican.va).

Qu'est-ce qui fait pencher la balance en faveur de l'un ou l'autre des arguments?

J'imagine que c'est la foi dans les paroles du Christ: « Tu es Pierre et sur cette pierre, je bâtirai mon Église. » (Mat. XVI, 18).

Hélène Bonin  
Sainte-Foy, 28 avril 2003

### LIBRE OPINION

## Le déficit appréhendé: que restera-t-il du droit à la santé?

MARIE PELCHAT  
pour la Coalition Solidarité Santé  
CLERMONT RACINE  
coordonnateur général de la Clinique communautaire de la Pointe Saint-Charles

Dans les jours qui ont suivi l'élection d'un gouvernement libéral, M. Charest a évoqué le fait que les finances publiques présentaient un déficit qui avait été passé sous silence par le gouvernement sortant. Depuis quelques décennies, tous les nouveaux gouvernements du Québec ont utilisé la même stratégie pour remettre en question nombre de leurs engagements électoraux encore frais dans la mémoire collective.

Nous tenons donc à rappeler au premier ministre du Québec qu'il a répété à satiété que la priorité n° 1 de son gouvernement était la santé et que dans le programme électoral du Parti libéral il est écrit noir sur blanc que la santé est un droit universel et inaliénable.

S'il est vrai que la situation de 100 000 personnes en attente d'une chirurgie est dramatique et mise en exergue par le PLQ, elle ne peut résumer l'ensemble des drames liés au sous-financement des services sociaux et de santé au Québec.

Plus d'un million de personnes subissent quotidiennement les contrecoups de l'insuffisance chronique des services à domicile. L'Enquête québécoise sur les limitations d'activités (EQLA) publiée en 2001 mettait en relief que les CLSC ne peuvent offrir que 7,4 % des services requis et que les aidantes en assument plus de 80 %, plus souvent qu'autrement au détriment de leur santé mentale, physique, économique et sociale.

Contrairement aux hôpitaux, les CLSC n'ont jamais fait de déficit pour offrir l'ensemble des services nécessaires, et ce, malgré le fait qu'ils

n'ont jamais vu la couleur des 300 millions promis par le ministre Trudel ou des 130 millions annoncés par le ministre Legault quelques mois avant les élections pour l'amélioration des services à domicile. D'une situation déplorable, nous en sommes donc arrivés à une situation urgente.

Dans les centres de soins de longue durée, le personnel ne peut offrir que 68 % des services minimaux nécessaires aux 28 000 personnes en perte d'autonomie qui y sont hébergées. Des personnes sont gavées, mises en couche, d'autres sont mises sous contention chimique ou physique faute d'avoir des ressources humaines et financières suffisantes pour leur offrir des services décents.

La Commission des droits de la personne a d'ailleurs documenté et dénoncé cette situation indigne d'une société comme la société québécoise.

L'iniquité du régime d'assurance-médicaments pénalise lourdement des centaines de milliers de personnes à faible revenu, incapables d'assumer financièrement une part des coûts exorbitants des médicaments. La croissance débridée des coûts des médicaments entraîne, bon an mal an, des hausses de prime de 15 à 20 % tant dans les régimes privés que dans le régime général d'assurance-médicaments, hausses appauvrissant d'autant l'ensemble de la population québécoise.

Des personnes avec des problèmes en santé mentale attendent elles aussi malgré leur état de vulnérabilité, l'intégrité de milliers de jeunes est compromise parce que les services de réadaptation sont insuffisants ou que les listes d'attente à la Protection de la jeunesse s'allongent. Les services sociaux sont plus que jamais les parents pauvres de ce système.

Les débordements dans les urgences ne sont que le symptôme des mauvais choix qui

ont été faits en amont (services de première ligne, les services à domicile, l'accès compromis aux médicaments, le peu de prévention) et en aval (services d'hébergement de longue durée).

Un tel contexte impose non seulement de faire des choix mais surtout de faire les bons. Plusieurs des solutions proposées par le Parti libéral du Québec impliquent un recours accru au secteur privé. Le Parti libéral prétend même qu'il est possible de mettre « le privé au service du public ».

Pourtant, le Conseil de la santé et du bien-être du Québec affirmait en 1995 que « plus le secteur privé joue un rôle important dans la santé, moins les dépenses totales sont contrôlées ». Des chercheurs québécois ont conclu, quant à eux, que les partenariats privé/public « n'ont pas contribué à l'amélioration des conditions de vie de l'ensemble des citoyens ». Le recours au privé n'est donc pas un choix économique mais un choix idéologique. Les vraies solutions sont ailleurs.

La Commission Romanow sur la santé, après de nombreuses études sur le sujet, recommandait que « plutôt que de financer les établissements privés à même les deniers publics, les gouvernements devraient s'assurer que le système public possède la capacité nécessaire et soit accessible à tous ».

De même, une politique du médicament, basant les pratiques des compagnies pharmaceutiques et contrôlant le prix des médicaments, et un seul régime d'assurance-médicaments, universel et public, doivent être des cibles atteignables dans le premier mandat de ce gouvernement.

Le droit à la santé et au bien-être reconnu par le Parti libéral implique les conditions d'exercice de ce droit: l'accès à des services publics, gratuits et universels.

## IDÉES



Récemment, deux professeurs de l'Université Laval rendaient publique une étude montrant que la téléviolence a augmenté de 432 % dans les réseaux privés québécois depuis que les télédiffuseurs ont adopté leur code d'autoréglementation.

## L'urgence de diminuer la violence télévisée

**L**a violence télévisée exerce une influence indéniable sur tous les enfants. Elle ne transforme pas tous les enfants en criminels et elle n'est pas seule à influencer les enfants. Mais les études effectuées conduisent toutes à la même conclusion: les risques qu'elle fait courir à un nombre grandissant d'enfants auront un jour des répercussions sur la qualité de vie et le sentiment de sécurité de l'ensemble de la société.

C'est dans ce contexte que les organismes signataires invitent la population québécoise à appuyer une demande au gouvernement fédéral afin de réglementer la violence télévisée présentée aux enfants.

La présente campagne vise également à fournir aux parents des moyens concrets d'intervenir auprès de leurs enfants. Elle vise enfin à susciter dans les classes des interventions pédagogiques sur ce problème.

### Historique

La première campagne d'envergure pour diminuer la téléviolence au Canada a eu lieu au Québec en 1989. Elle avait deux objectifs:

- éliminer des ondes les émissions pour enfants faisant la promotion de la violence comme façon normale de résoudre les conflits;
- renvoyer en fin de soirée la diffusion des films de grande violence afin d'en protéger les enfants.

La décision d'organiser cette campagne faisait suite à l'augmentation considérable de la violence en Amérique du Nord au cours des années qui précédaient. Le taux de crimes violents a en effet été multiplié par quatre au Canada, entre 1962 et 1989. Au cours de la même période, on a observé une croissance exponentielle de l'incitation à la violence en provenance des États-Unis, cela autant par l'entremise de la télévision que de nombreux autres véhicules culturels: jouets, jeux vidéo, musique...

Dès le départ, des artistes de renom, reconnus pour leur prise de position sur la liberté d'expression, ont appuyé cette campagne. La censure n'est en effet pas en cause ici. Les adultes qui tiennent absolument à voir des films de grande violence, peuvent facilement les enregistrer à l'aide de leur magnéto ou les louer au club vidéo. Les deux règlements proposés n'avaient pour but que d'économiser la santé mentale de nos enfants. S'ils avaient été adoptés, ils auraient permis d'envoyer un message clair sur les dangers de la téléviolence, comme cela a été fait avec la cigarette.

Le résultat fut une pétition de près de 200 000 noms, dont la signature s'est terminée deux semaines avant la tuerie de l'École polytechnique. La pétition a finalement pris un sens particulier quand il est devenu connu que l'auteur de la tuerie était grand amateur de films violents.

Au printemps 1990, le ministre des Communications, Marcel Masse, a par la suite mandaté le président du CRTC, Keith Spicer, pour former une table de négociation comprenant les directions des chaînes de télévision québécoises et les représentants de la pétition. Les discussions ont duré un an. Avec un résul-

tat mixte. Elles ont d'abord conduit TVA à retirer des ondes les séries du style *G.I. Joe*. Cependant, il a été impossible de s'entendre sur une politique générale. Il faut souligner ici que les émissions visées provenaient presque toutes des États-Unis.

En 1993, à la suite de l'assassinat de sa sœur de 11 ans, la petite Virginie Larivière (13 ans) a repris le flambeau et recueilli 1,5 million de signatures, dont près de la moitié au Québec.

Devant un tel raz de marée, le premier ministre Mulroney a promis d'agir. Il invita les diffuseurs à s'autoréglementer. Les expériences étrangères avaient pourtant fait la démonstration que ce genre de solution ne fonctionne pas.

Un code d'autoréglementation sera effectivement mis en place par les télédiffuseurs, en janvier 1994.

### Une campagne en 2003

Récemment, deux professeurs de l'Université Laval rendaient publique une étude montrant que la téléviolence a augmenté de 432 % dans les réseaux privés québécois depuis que les télédiffuseurs ont adopté leur code d'autoréglementation. Ces résultats illustrent une fois de plus qu'il est illusoire de compter sur la bonne volonté des diffuseurs pour diminuer la téléviolence.

Il semble donc urgent de réagir et d'obtenir, cette fois-ci, une réglementation permanente qui permette d'aider les parents et les écoles à prévenir la violence.

Nous invitons donc tous les organismes et conseils d'administration à adopter une résolution invitant le gouvernement fédéral à réglementer la violence télévisée. Les citoyens sont également invités à signer une pétition dans le même sens.

En parallèle, des outils pédagogiques ont été préparés à l'intention des enseignants et des enseignants pour leur permettre de développer l'esprit critique des enfants face à ces héros violents qui leur sont quotidiennement offerts pour meubler leur imagination.

Enfin, il ne faut pas se contenter de demander au gouvernement d'agir; il existe aussi un «gouvernement familial» qui peut agir. C'est pourquoi nous proposons des conseils pratiques aux parents désireux d'intervenir auprès de leurs enfants. Bref, il est urgent que tous les acteurs sociaux se mobilisent pour protéger nos enfants contre cette incitation à la violence qui ne cesse d'augmenter. Que sommes-nous donc en train de faire à nos enfants quand nous les inondons d'émissions violentes à l'heure où ils la regardent?

Tous ces outils (pétition, conseils aux parents, cahiers pédagogiques, etc.) sont disponibles sur Internet aux adresses suivantes: [www.fcsq.qc.ca](http://www.fcsq.qc.ca) ou [www.csdm.qc.ca](http://www.csdm.qc.ca).

### ROBERT CADOTTE

Président de la Commission pédagogique, Commission scolaire de Montréal

### ANDRÉ CARON

Président de la Fédération des commissions scolaires du Québec

### DIANE MIRON

Présidente de la Fédération des comités de parents du Québec



En 1993, Virginie Larivière, alors âgée de 13 ans, avait recueilli 1,5 million de signatures, dont près de la moitié au Québec.

### ALAIN PÉLISSIER

Secrétaire-trésorier de la Centrale des syndicats du Québec

### ROSE-MARIE CHAREST

Présidente de l'Ordre des psychologues

### D<sup>e</sup> YVES LAMONTAGNE

Président du Collège des médecins

### D<sup>e</sup> PIERRE GAUDREAU

Président de l'Association des pédiatres du Québec

### D<sup>e</sup> DOMINIQUE COUSINEAU

Porte-parole de l'Association des pédiatres du Québec

### D<sup>e</sup> RICHARD LESSARD

Directeur de la Direction de prévention et de santé publique de Montréal-Centre

### MICHEL TURCOTTE

Président de l'Ordre des conseillers et conseillères d'orientation et des psychoéducateurs et psychoéducatrices du Québec

### MARCEL RENO

Vice-président de l'Ordre des conseillers et conseillères d'orientation et des psychoéducateurs et psychoéducatrices du Québec

### LOUIS BEAULIEU

Président-directeur général de l'Ordre des orthophonistes et audiologistes du Québec

### D<sup>e</sup> BRIAN BEXTON

Président de l'Association des médecins psychiatres du Québec

### M<sup>me</sup> GILLES LUSSIER

Président du comité des affaires sociales à l'Assemblée des évêques du Québec

## Captifs... de la pub

Les publicités dans les transports en commun ne sont pas indispensables

ÉRIK BÉLANGER

**S**ous prétexte de précarité budgétaire, la Société de transport de Montréal (STM) affirme que la publicité se multipliera dans les stations de métro. La publicité comme source de revenu pour le transport en commun ne date pas d'hier. Le premier service d'autobus de l'île de Montréal, instauré en 1919 et géré par une compagnie privée, comportait déjà les incontournables publicités. Mais sont-elles vraiment indispensables?

Les usagers de la STM assument environ la moitié des coûts reliés à leurs déplacements, soit 45 %. Couvrent aussi les coûts la Ville de Montréal (34 %), le gouvernement provincial (9 %) et l'Agence métropolitaine de transport (9 %). La publicité elle-même, représente 1,2 % des revenus de la Société, soit 8,5 millions en 2002. Si l'on reporte cette somme sur les revenus amenés par les voyageurs (322 M\$ en 2002), on obtient le résultat suivant: une augmentation des tarifs de 2,6 % suffirait pour s'affranchir de la publicité — autobus, métros, stations et carte mensuelle incluses — ce qui correspond à une CAM étudiante passant de 25 \$ à 25,65 \$. Ces revenus publicitaires comprennent aussi les redevances perçues sur la publicité des abribus et sur l'entente conclue avec le journal *Métro*.

### Le journal *Métro*: donné, mais pas gratuit...

La première parution montréalaise de *Métro* a eu lieu en mars 2001. Depuis ce temps, la bataille pour s'approprier le marché publicitaire perdure avec Quebecor (*Journal de Montréal, Ici, Mirror*, etc.), qui continue à imprimer quotidiennement 50 000 exemplaires de son *Montréal Métropolitain*. Depuis le 3 février dernier, *Métro* a étendu ses tentacules en signant un contrat de distribution dans 66 restaurants McDonald's de Montréal et des environs, ce qui a fait passer le tirage de 105 000 à 113 000 exemplaires par jour.

Ce déferlement de papier amène évidemment des inconvénients pour la STM, comme les 48 incidents et interruptions de service causés par des débris de journaux survenus entre le 1<sup>er</sup> mars et le 31 décembre 2001. Un montant supplémentaire de 400 000 \$ a dû être prévu au budget 2002 de la STM à la suite de l'augmentation de la charge de travail des équipes d'entretien du métro. En décembre 2002, la quantité de journaux recyclés dans les 19 bacs gérés par *Métro* — 19 bacs pour 65 stations — n'est que

d'une tonne pour les 30 tonnes (30 000 kg) de journaux livrés hebdomadairement. La situation est déplorable, des bacs temporaires ayant même été installés en haut de la rampe mobile de la station Université de Montréal.

L'exclusivité accordée à Transcontinental jusqu'en 2011 devait rapporter à la STM la somme de 908 000 \$ pour les trois premières années, montant passablement rogné par les difficultés rencontrées. Reste à savoir si Médias Transcontinental renouvellera ce premier mandat de trois ans, arrivant à échéance en mars 2004.

### Le partenariat des abribus

Depuis 1986, la STM s'est retirée graduellement de l'installation d'abribus pour transférer le mandat à la firme Viacom Outdoor, division de Viacom — également propriétaire de CBS, MTV, Paramount Pictures, Famous Players, Blockbuster Video, etc. La firme possède l'exclusivité des contrats de publicité sur les abribus dans plus de 40 municipalités au Canada, en plus de gérer plus d'un million d'affiches et de panneaux extérieurs dans le monde. Cette entente permet à la STM d'économiser environ 420 000 \$ annuellement en frais de fabrication et d'installation, avec pour résultat que le parc actuel d'abribus compte environ deux abribus Viacom pour un STM. Comme on s'en doute, les artères automobiles les plus achalandées et les quartiers stratégiques sont l'apanage des abribus avec publicité, alors que les anciens abribus de la STM sont déportés à la périphérie. D'ici 2012, 500 nouveaux abribus avec publicité s'ajouteront aux 1200 actuels, avec l'impact visuel sur le tissu urbain que l'on peut imaginer...

Les gains pour la clientèle, quotidiennement au cœur de cette enceinte publicitaire, semblent minimes en regard de la prétendue obligation de brader lieux et biens publics à des fins mercantiles. L'occupation de notre espace visuel par la publicité est en croissance, mais l'action citoyenne permet d'ouvrir la discussion sur la recherche d'un équilibre environnemental-mental, visant à accorder une autre valeur à la richesse que représente une telle concentration de population.

[eric-2.belanger@polymtl.ca](mailto:eric-2.belanger@polymtl.ca)

Le texte complet de cette étude est disponible en ligne au: <http://idisk.mac.com/alexandreleroux/Public/Pub-STM>



*Métro* est distribué dans 66 restaurants McDonald's de Montréal et des environs, ce depuis le 3 février dernier.



Michel Venne

Notre chroniqueur sera de retour dans cette page mercredi.

### L'ÉQUIPE DU DEVOIR

**LA RÉDACTION** Journalistes à l'information générale et métropolitaine: Gérald Dallaire (adjoint au directeur de l'information), Jeanne Corriveau (rigile), Marie-Andrée Chouinard (éducation); Paule des Rivières (éditorialiste), Jean Dion, Louis-Gilles Francoeur (environnement), Benoît Munger (responsable du site Internet), Josée Boileau, Julie Carpentier (sports), Brian Myles (justice et faits divers), Isabelle Paré (santé); Pauline Gravel (sciences); Michel Garneau (correspondant); Diane Précourt (pages éditoriales, responsable des pages thématiques); Martin Duchlo et Christine Dumazet (rétracteurs); Jacques Grenier et Jacques Nadeau (photographes); à l'information culturelle: Michel Bélair (responsable), Jean-Pierre Legault, Stéphanie Baillargeon (théâtre), Paul Cauchon (médiat), Caroline Montpetit (litres), Odile Tremblay (cinéma); Bernard Lamarche (arts éducatifs); à l'information économique: Gérard Bérubé (adjoint au directeur de l'information), Dominique Bény, Éric Desrosiers, Valérie Dufour, Claude Turcotte; à l'information internationale: Claude Lévesque, Guy Taillefer, Serge Truffaut (éditorialiste); à l'information politique: Hélène Buzzetti, Manon Corneille (correspondantes parlementaires à Ottawa), Tommy Chouinard et Robert Dufresne (correspondants parlementaires à Québec), Kathleen Lévesque; Marie-Hélène Alarie (secrétaire à la rédaction); Louise-Maude Rioux Scury, Geneviève Otis-Dionne (commiss). **La documentation:** Gilles Paré (directeur); Manon Derome, Serge Laplante (Québec), Rachel Rochefort (Ottawa). **LA PUBLICITÉ ET LE MARKETING:** Jacqueline Avril, Jean de Billy, Gylaine Côté, Marlene Côté, Annie Duguay, Martin Fournier, Christiane Legault, Amélie Maltais, Jacques A. Nadeau, Claire Paquet, Micheline Ruelland (publicitaires); Laurence Thériault (directrice adjointe), Manon Blanchette, Sylvie Laporte, Martine Bérubé (secrétaire). **LA PRODUCTION** Distribution et tirage: Linda Thériault (responsable service à la clientèle, distribution et tirage), Gisèle Lenard, (coordonnatrice à la promotion et à la sollicitation), Monique Heureux, Lise Lachapelle, Rachelle Leclerc, Marie-France Dalcourt. **L'ADMINISTRATION** Nicole Carmel (responsable des services comptables), Céline Furoy, Germain Haec (contrôleur), Ghislaine Lafleur, Claudette Béliveau (adjointe administrative), Claudine Chevrier, Chantal Rochon, Danielle Ross. **LA FONDATION DU DEVOIR** Roger Boisvert (vice-président exécutif et directeur général).

## LE DEVOIR

## ACTUALITÉS

## GRC

SUITE DE LA PAGE 1

«En soirée, plusieurs manifestants ont consommé de l'alcool, a expliqué le porte-parole de la GRC, Gary Cameron. La situation a alors dégénéré. La soirée d'hier [samedi] était épeurante, c'est une des plus grandes escalades de violence que j'ai vues.»

C'est que le plan de pêche du ministère des Pêches, dévoilé vendredi, n'a pas plu à bien des travailleurs de l'industrie du crabe.

En vertu de ce nouvel arrangement, le quota dans le sud du golfe Saint-Laurent passe de 22 000 tonnes à 17 000 tonnes, soit une diminution de 22 %. C'est la pêche semi-hauturière qui subit la plus importante réduction, alors que les pêcheurs côtiers, notamment les autochtones, conservent le même quota que l'an dernier.

Les pêcheurs non traditionnels espéraient obtenir un quota permanent de 20 % des ressources, ils n'ont obtenu que 15 %, moins la part dévolue aux autochtones.

Le quota touche 75 navires au Nouveau-Brunswick, 45 au Québec, 30 à l'Île-du-Prince-Édouard et deux en Nouvelle-Écosse.

Par ailleurs, la GRC a soutenu qu'à aucun moment, elle n'avait perdu le contrôle de la situation.

Les autorités admettent cependant qu'elles n'ont rien pu faire pour arrêter les événements de samedi soir. Les policiers ont été dépêchés pour la première fois vendredi tard en soirée. En après-midi, samedi, des membres supplémentaires de l'escouade tactique et de l'équipe d'intervention d'urgence ont été appelés. Ce n'est toutefois qu'au cours de la soirée que les membres de l'escouade anti-émeute sont arrivés sur les lieux. Questionné lors d'un point de presse hier après-midi, Gary Cameron a expliqué que, après les premiers incendies, l'application des mesures avait été assez lente.

«Nous, on pensait à la sécurité publique prioritairement. Lorsque la foule de 250 personnes s'est manifestée, nous n'avions pas assez de ressources disponibles pour effectuer des arrestations.»

Par ailleurs, des émeutiers ont bloqué l'accès à l'usine de transformation aux pompiers. «Lorsque les pompiers ont pu retourner sur les lieux, les flammes menaçaient un réservoir d'azote près de l'usine, raconte M. Cameron. On a donc sécurisé la zone.»

Plusieurs maisons ont dû être évacuées et une route entre Lamèque et Shippagan a été fermée à la circulation pendant plusieurs heures dans la nuit de samedi à dimanche.

Hier, seul l'accès au quai de Shippagan était limité. Aucune arrestation n'a encore été effectuée. Le Bureau des crimes majeurs de Bathurst enquête sur le déroulement des événements. Des équipes de policiers ont été stratégiquement placées un peu partout dans la péninsule acadienne hier soir afin d'assurer la sécurité.

Le ministre fédéral des Pêches et Océans, Robert Thibault, a par ailleurs demandé aux gens de «rester calmes et de respirer par le nez», lors d'une entrevue télévisée hier.

«Nous invitons l'industrie à la table de négociation pour poursuivre ce que nous avons amorcé.»

Le directeur régional du ministère, Jim Jones, a déclaré que l'industrie du crabe n'était malheureusement pas prête pour la cogestion de la ressource, alors que des pourparlers étaient pourtant en cours depuis décembre.

Cet épisode de tensions s'ajoute à de nombreux autres survenus au cours des dernières années dans l'industrie de la pêche en Atlantique. En 1996, une émeute avait eu lieu à Shippagan, toujours à propos de la pêche au crabe.

Plus récemment, en 2001, dans la baie de Miramichi, pêcheurs blancs et autochtones s'étaient durement affrontés.

## Rectificatif

Une erreur s'est glissée dans l'article consacré à la Conférence de Montréal en page C3 de notre édition du 3 mai. Le lecteur perspicace aura compris que l'événement se tiendra du 5 au 8 mai (et non pas avril).

## LE DEVOIR

Les bureaux du Devoir sont situés au 2050, rue De Bleury, 9<sup>e</sup> étage, Montréal (Québec), H3A 3M9 ☎ Place-des-Arts Ils sont ouverts du lundi au vendredi de 8h30 à 17h. Renseignements et administration: (514) 985-3333

Le site Internet du Devoir: [www.ledevoir.com](http://www.ledevoir.com)

## L'agenda culturel

Au téléphone (514) 985-3346  
Par télécopieur (514) 985-3390

## La publicité

Au téléphone (514) 985-3399  
Par télécopieur (514) 985-3390  
Extérieur de Montréal 1-800-363-0305 (sans frais)

## Les avis publics et appels d'offres

Au téléphone (514) 985-3344  
Par télécopieur (514) 985-3340  
Par courriel [avisdev@ledevoir.com](mailto:avisdev@ledevoir.com)

## Les petites annonces et la publicité par regroupement

Au téléphone (514) 985-3322  
Par télécopieur (514) 985-3340

## Service à la clientèle et abonnements

Au téléphone (514) 985-3355  
du lundi au vendredi de 7h30 à 16h30  
Par télécopieur (514) 985-5967  
Par courriel [abonnements@ledevoir.com](mailto:abonnements@ledevoir.com)  
Extérieur de Montréal 1-800-463-7559 (sans frais)

Le Devoir peut, à l'occasion, mettre la liste d'adresses de ses abonnés à la disposition d'organisations reconnues dont la cause, les produits ou les services peuvent intéresser ses lecteurs. Si vous ne souhaitez pas recevoir de correspondance de ces organisations, veuillez en aviser notre service à la clientèle.

Le Devoir est publié du lundi au samedi par Le Devoir Inc. dont le siège social est situé au 2050, rue De Bleury, 9<sup>e</sup> étage, Montréal, (Québec), H3A 3M9. Il est imprimé par Imprimerie Québecor St-Jean, 800, boulevard Industriel, Saint-Jean-sur-Richelieu, division de Imprimeries Québecor Inc., 612, rue Saint-Jacques Ouest, Montréal. L'Agence Presse Canadienne est autorisée à employer et à diffuser les informations publiées dans Le Devoir. Le Devoir est distribué par Messageries Dynamiques, division du Groupe Québecor Inc., 900, boulevard Saint-Martin Ouest, Laval. Envoi de publication — Enregistrement n° 0688. Dépôt légal: Bibliothèque nationale du Québec.

## IRAK

SUITE DE LA PAGE 1

À Sadr-City, par exemple, la banlieue chiite pauvre de Bagdad dans laquelle aucune présence américaine n'est visible, les religieux ont pris en main la gestion de établissements hospitaliers, parfois sous l'œil agacé du personnel soignant.

Parallèlement, l'UNICEF a acheminé samedi des denrées de première nécessité dans certains quartiers pauvres de Bagdad. «Les services de base sont inexistants ou sont sur le point de le devenir si nous ne les relançons pas rapidement», a déclaré Ramiro Lopes da Silva.

L'ONU également annoncé samedi que des employés de plusieurs de ses agences, dont l'UNICEF, le Programme alimentaire mondial (PAM) et l'Organisation mondiale de la santé (OMS), arriveraient ce week-end à Bassorah, la deuxième ville irakienne, pour y établir une «présence humanitaire permanente».

Selon un communiqué d'un porte-parole de l'ONU à New York, les travailleurs humanitaires aideront à coordonner les opérations d'urgence avec les organisations non gouvernementales (ONG) et les autorités locales de Bassorah, dont plusieurs services de base doivent être restaurés.

Il s'agirait également du déminage des munitions qui n'ont pas explosé pendant les combats.

Les Nations unies, qui ont annoncé être de retour à Erbil (nord de l'Irak), envieront également des équipes à Mossoul et Hilla dès que les conditions le permettront, selon ce communiqué qui précise que 100 travailleurs internationaux sont désormais dé-

ployés de manière permanente en Irak.

Quelques dizaines de Bagdadis, ont manifesté hier pour remercier les États-Unis d'avoir renversé l'ancien régime. Il s'agit d'une des rares manifestations de soutien aux troupes américaines qui ont pris le contrôle de la capitale le 9 avril.

## Force de stabilisation

Les principales opérations militaires étant officiellement terminées, Washington envisage désormais de partager le pays en trois secteurs distincts, ayant chacun un commandement propre, américain pour la région de Bagdad, britannique pour le sud, et un troisième sous autorité polonaise.

Dans chacun d'eux seraient déployés des soldats de la force de stabilisation internationale, en cours de constitution, agissant au nom des pays de la coalition conduite par les États-Unis et non sous mandat de l'ONU. Six pays (Italie, Espagne, Danemark, Bulgarie, Pays-Bas, Ukraine) seraient prêts à fournir des troupes avec Washington, Londres et Varsovie, selon un haut responsable américain parlant sous couvert de l'anonymat.

La mise en place d'une telle force permettrait aux États-Unis de réduire, d'ici l'automne, leur présence militaire en Irak à 30 000 hommes contre 132 000 actuellement, selon le *New York Times* de samedi.

Aucune décision finale n'a encore été prise à propos de cette force, selon un porte-parole du secrétaire au Foreign Office Jack Straw qui participait vendredi et samedi à une réunion informelle des ministres des Affaires étrangères de l'Union européenne en Grèce.

Après une première réunion la semaine dernière à Londres, une seconde est prévue les 8 ou 9 mai toujours dans la capitale britannique, selon le chef de la

diplomatie portugaise, Antonio Martins da Cruz.

Samedi, le secrétaire d'État américain Colin Powell a bouclé une tournée en Europe et au Proche-Orient qui l'a conduit successivement en Espagne, en Albanie, en Syrie et au Liban.

En Syrie, principale étape de la tournée, le président syrien Bachar al-Assad et M. Powell sont convenus «de poursuivre les contacts et de coordonner les efforts dans l'intérêt des deux pays pour servir la sécurité et la stabilité dans la région», a précisé l'agence officielle syrienne Sana.

Depuis son ranch de Crawford au Texas, le président George W. Bush a estimé samedi que la découverte d'armes de destruction massive en Irak n'était qu'une question de temps. «Nous les trouverons», a-t-il dit. La recherche d'armes de destruction massive a été l'une des principales justifications de l'intervention militaire en Irak de la coalition américano-britannique.

Le président Bush a regretté que les anciens responsables irakiens actuellement aux mains des forces américaines, parmi lesquels l'ancien vice-premier ministre Tarek Aziz, semblent avertis d'informations à ce sujet.

Le chef du commandement central américain (Centcom), le général Tommy Franks, qui a conduit les opérations militaires en Irak, a regagné son quartier général à Tampa en Floride.

342 prisonniers de guerre irakiens supplémentaires ont été libérés depuis vendredi s'ajoutant aux 5745 déjà élargis selon le Centcom pour qui près de 3600 sont toujours détenus.

Le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) a de nouveau réclamé l'accès à tous les prisonniers de guerre et personnes détenues par les forces de la coalition en Irak, a déclaré son porte-parole à Bagdad, Nada Doumani.

## GUICHET

SUITE DE LA PAGE 1

La vitrine culturelle permettra aux touristes et aux résidents de se procurer de l'information et des billets pour tous les spectacles et toutes les expositions à l'affiche sur l'île. Comme à New York ou Toronto, on pourra aussi acheter des places à prix réduit pour les représentations du jour même.

Logiquement, le kiosque central devrait être installé dans le Quartier des spectacles, autour de la Place des Arts, peut-être même sur la place des Festivals que veut aménager la ville de Montréal à l'intersection Jeanne-Mance et Sainte-Catherine.

Ce projet, piloté par Tourisme Montréal depuis deux ans, est évalué à environ 500 000 dollars la première année. L'objectif sera d'en faire une mécanique autofinancée en cinq ans.

L'idée titille Montréal depuis au moins deux décennies. En 1987, une première étude de faisabilité proposait de créer un guichet de billets à moitié prix pour les spectacles du jour. Malgré le taux élevé de places vendues, le milieu des arts de la scène (et en particulier celui du théâtre) s'était opposé à l'entreprise jugée «cannibalisante». D'autres ini-

tatives ont échoué, jusqu'à ce qu'un colloque sur le thème du tourisme culturel relance à nouveau l'idée, en novembre 1998.

Le ministère de la Culture a ensuite donné à Tourisme Montréal le mandat de vérifier la pertinence de la billetterie centralisée en consultant les milieux concernés, à commencer par la scène, évidemment. L'organisme a commandé une étude de faisabilité.

La partie comparative de l'enquête renvoie à trois modèles: New York et Boston, qui ont leur billetterie unique depuis le milieu des années 1970, et Toronto qui possède la sienne depuis vingt ans. Dans les trois cas, afin d'éviter les conflits d'intérêts, des organismes à but non lucratif gèrent le guichet de vente des billets plus ou moins réduits. Arts Boston et la Toronto Theatre Alliance font, en plus, connaître les activités culturelles de leur ville de manière large et ouverte, par exemple par l'entremise de proposition de circuits patrimoniaux.

C'est le modèle privilégié par les promoteurs de la vitrine montréalaise. L'expérience montre aussi que les soldes pour les spectacles du jour n'influent pas sur le niveau des abonnements des grandes salles et profitent davantage aux lieux de diffusion plus marginaux.

## CNN

SUITE DE LA PAGE 1

et des journalistes de service public, ça fait quand même un peu Ceausescu», déclarait la semaine dernière Patrick Le Lay, p.-d.g. de la première chaîne privée française, TF1. Marc Tessier, président de France Télévisions, qui chapeaute les chaînes publiques françaises, a aussitôt répliqué que les télévisions publiques avaient démontré leur «savoir-faire» pendant la guerre en Irak et qu'il serait «paradoxal de remettre en cause leur indépendance et leur professionnalisme».

## Trois projets

Ces polémiques ne devraient pas modérer l'enthousiasme des responsables politiques dont on attend une décision d'ici la fin juin ou au plus tard en septembre. Trois groupes ont déposé des dossiers à la Direction du développement des médias (DDM), un service qui relève directement du premier ministre. Il s'agit de Canal Plus, TF1 et France Télévisions.

Le groupe Canal + mise sur son savoir-faire dans la création de chaîne à l'étranger et sur ses capacités de distribution grâce sa filiale Media Overseas qui couvre l'Afrique, l'Océanie, les Caraïbes et l'Europe. Il se dit prêt à s'associer à des partenaires publics comme le Réseau France Outre-mer (RFO) et l'Agence France-Presse (AFP).

TF1 propose aussi la création d'une société mixte. Mais son projet consiste simplement à internationaliser sa chaîne LCI, une chaîne d'information nationale qui est l'équivalent de RDI au Canada. TF1 envisage des sous-titres en arabe et en anglais. La formule de LCI a l'avantage d'être économique, puisqu'elle n'est pas axée sur l'information en direct mais sur des bulletins périodiques entrecoupés de débats.

La société publique France Télévisions est la seule qui n'envisage pas de partenariat public-privé. Elle propose un projet spécialement conçu pour des téléspectateurs étrangers. Certaines émissions seraient destinées aux arabophones et aux anglophones et la chaîne produirait ses propres images au lieu de se contenter de simples rediffusions.

Quel que soit le projet retenu, il s'agirait d'un budget d'au moins 100 millions de dollars. Une mise sur pied rivaliserait avec les 500 millions de BBC World. Sans parler de CNN! Interrogé par une mission d'information de l'Assemblée, le président de l'Union internationale de la presse francophone, Hervé Bourges, avait plutôt évalué à 225 millions de dollars les coûts d'exploitation d'une telle aventure.

## Une vieille idée

Le projet est pourtant loin d'être nouveau. Dès 1989, le secrétaire d'État à la francophonie, Alain Decaux, avait préconisé la création d'une chaîne d'information internationale en français. En 1996, le président de RFI, Jean-Paul Cluzel, avait même eu le mandat d'éta-

blir la création d'une chaîne devant servir de «vitrine à la France». Deux ans plus tard, le ministre des Affaires étrangères annonçait un grand journal d'information international, sous-titré en anglais et en espagnol et diffusé quotidiennement par TV5. L'expérience n'a duré que quelques mois.

Quatorze ans après les premières déclarations d'Alain Decaux, il serait étonnant que, dans l'état actuel de ses finances, le gouvernement français n'opte pas pour une solution combinant un financement public et un financement privé. Dans tous les cas de figure, cette nouvelle chaîne devrait amener la France à réévaluer son action à l'étranger dans le domaine de l'audiovisuel.

En effet, si le projet de CNN à la française n'a jamais vu le jour, ce n'est pas parce que la France ne dépense pas d'argent pour se faire voir et entendre à l'étranger. Les organismes internationaux sont nombreux. Cela va du Réseau France Outre-mer (RFO) à l'Agence France-Presse (AFP) en passant par Canal France International (une banque de programmes destinés à l'étranger) et les chaînes EuroNews et TV5. En janvier dernier, un rapport de la Cour des comptes déplorait justement la dispersion de l'action gouvernementale dans un secteur qui absorbe chaque année environ 350 millions de dollars (sans compter le financement de la chaîne culturelle franco-allemande Arte).

Le gouvernement semble déterminé à donner le rôle principal à la télévision publique. «Nous souhaitons que France Télévisions soit opérateur du projet et détienne au moins 50 % du capital de la société qui sera créée», a déclaré au quotidien économique *Les Échos* le ministre de la Culture, Jean-Jacques Aillagon. On envisage notamment que la nouvelle chaîne puisse être créée à partir d'Euronews — une chaîne dont l'avenir est remis en question depuis l'annonce du départ de l'opérateur britannique ITN.

Ceux qui s'intéressent à ce projet n'auront pas manqué de constater que, pendant les deux premières semaines de la guerre en Irak, TV5-Europe a suspendu sa programmation pour se transformer en chaîne d'information continue. «Nous sommes prêts à accompagner ce projet et à apporter notre savoir-faire, mais nous voulons assumer, en temps ordinaire, notre vocation de chaîne généraliste, dont l'information est la colonne vertébrale», a déclaré son président Serge Adda au quotidien *La Croix*.

Il faut savoir que TV5 est diffusée dans 165 pays et qu'elle possède, à cause de son ancienneté, quelques-uns des meilleurs créneaux de diffusion au monde sur les satellites internationaux. Une position qui garantirait une diffusion exceptionnelle à toute nouvelle chaîne d'information continue.

Dans quelques jours, une mission parlementaire devrait proposer la création d'une société de développement à capital ouvert permettant d'accueillir toutes les compétences de la télévision française qu'elles soient publiques ou privées. Le gouvernement aura alors toutes les cartes en main pour choisir entre une véritable chaîne internationale... ou une simple vitrine de l'Hexagone.

## JACOB

SUITE DE LA PAGE 1

Comme toujours, en France, 1968 s'impose comme date charnière. «C'est le point de départ, celui de la fracture par rapport au modèle. Jusque-là, le cirque est une affaire de famille. La première révolution, au début des années 1970 va donc s'organiser autour des premières écoles du monde occidental dont l'école Fratellini, d'ailleurs fondée par une célèbre famille. Une trahison de plus... Les premières compagnies importantes, responsables du renouveau, sont nées là, dans ou autour des écoles, dès la fin de la décennie.»

L'évolution paraît la même ici, la formation de l'École nationale de cirque de Montréal (ENCM) engendrant des compagnies, comme celle du Cirque Eloïze. «C'est devenu une affaire francophone, les trois plus grandes écoles étant à Châlons, Bruxelles et Montréal, poursuit M. Jacob. La circularité des échanges dans le monde s'organise à partir de ce triangle.»

Lui-même enseigne dans les trois institutions. Mieux: il vient d'offrir à l'école de Montréal sa collection comptant des milliers d'objets en tous genres (affiches, programmes, gravures, etc.) et de livres sur l'histoire du cirque, une collection privée unique en son genre qui deviendra le noyau dur du centre de documentation de l'ENCM (voir *Le Devoir* du 18 février 2003).

Les caractéristiques du nouveau cirque s'accroissent au fur et à mesure de la conversation. «Au départ, il a suffi de parodier le cirque traditionnel. Rapidement, ce milieu du nouveau cirque a éclaté dans mille directions. Le Cirque Plume a évolué dans une mouvance écologique. Archaos a choisi une voie destroy, inspirée par Mad Max, dans une transgression qui s'assume, en remplaçant les chevaux par des motos par exemple.»

Un trait très important concerne le phagocytage des autres arts de la scène, du théâtre à la danse. «Le cirque est un métissage, nuance le spécialiste. Le cirque a toujours été une éponge qui se nourrit de l'extérieur, mais avant il le faisait de manière plus littérale. Le costume de l'écuyère est un emprunt à la ballerine. Aujourd'hui, on fonctionne moins par placage et plus par abstraction.»

Une dernière caractéristique, tout aussi essentielle, touche le positionnement du nouveau cirque comme nouvelle tradition, un peu comme est née au XX<sup>e</sup> siècle une tradition de la modernité en art. Pour M. Jacob, la grande pyramide circassienne s'enfonce et le Cirque du Soleil semble en voie de remplacer le cirque traditionnel à la base de la structure. «Très sincèrement, le cirque traditionnel s'épuise et semble menacer de disparaître. D'où cette idée que le prochain cirque traditionnel, ce sera le Cirque du Soleil. Il va se positionner comme socle esthétique. Mais cela ne veut pas dire que le Cirque du Soleil ne va pas se renouveler à son tour. Rien n'est figé. Tout se transforme. C'est réducteur, mais je le dis quand même: l'époque est entrée dans la phase du nouveau cirque. Et maintenant, quelque chose de nouveau poursuit le mouvement du renouvellement perpétuel.»

## Du nouveau au contemporain

L'affaire se complique. Le nouveau cirque, né en réaction par rapport à la tradition, a lui-même

stimulé la naissance d'un cirque dit contemporain. Cet art est donc à son tour entré dans la spirale toute moderne de la succession des avant-gardes, des révolutions permanentes. La modernité, dit une célèbre définition, c'est le mouvement plus l'incertitude. «On ne peut pas être nouveau éternellement, résume Pascal Jacob. Depuis une dizaine d'années on parle de cirque contemporain comme on parle de danse contemporaine ou d'art contemporain.»

De nouvelles caractéristiques apparaissent. Par exemple des spectacles spécialisés, autour d'une seule discipline: le clown, l'acrobatie au sol, la jonglerie, l'art équestre, le trapèze, etc. «Voilà l'évolution schématisée: on a des racines, un tronc, puis des ramifications, dit Pascal Jacob. C'est un retour à l'indépendance et à la pureté.»

Le cirque contemporain propose aussi une vision du monde, comme n'importe quel autre art de la scène. «Le cirque a très longtemps offert un spectacle festif, très coloré, divertissant, mais sans message particulier, ce qui est tout à fait louable. Mais aujourd'hui, les artistes de cirque veulent dire quelque chose, en phase avec leur société, leur monde.»

Ici, la toute jeune compagnie Les 7 doigts de la main concentre ce modèle contemporain. En France, le Cirque Tambour Opus 2 propose un spectacle musical interactif alliant la danse et les nouvelles technologies tandis que l'artiste Daniel Buren (oui oui, le monomaniacque des bandes verticales) s'est récemment associé au cirqueux Dan Demuyne pour offrir le... Buren Cirque.

Là-bas, le cirque est devenu le chouchou de l'État subventionneur. Une Année des arts du cirque s'est terminée à l'été 2002. La méga-manifestation a finalement produit 5000 représentations, 150 compagnies en diffusion, 50 cirques de tradition en tournée, autant de créations de spectacles contemporains, une vingtaine de festivals spécialisés, une grosse douzaine d'expositions, trois colloques nationaux, six productions audiovisuelles et 27 publications, dont le très bel album *Le Cirque, Voyage vers les étoiles* (éditions Solar), de M. Jacob.

On ne s'étonnera donc pas que la grosse machine américaine du Cirque du Soleil ne réussisse pas à s'implanter sur un tel terrain, avant-gardiste et connaisseur à souhait. La compagnie montréalaise n'a fait qu'un arrêt à Paris, sans succès. «C'était au tournant des années 1990, se rappelle M. Jacob, qui y était. Je crois que la France était déjà mûre pour autre chose, encore plus d'audace, pour le Cirque Archaos par exemple, la grande compagnie de la dernière décennie, avec une esthétique violente, agressive, à contre-courant de la poésie familiale du Cirque du soleil.»

Mais derrière Archaos, il y avait, entre autres meneurs, le Québécois Michel Dallaire qui fut aussi l'âme de Gosh, une autre compagnie-phare du cirque européen. Le même Dallaire qui fut, pour un temps, un pilier du Cirque du Soleil, notamment pour l'excellent spectacle *Dralion*, mis en scène par Guy Caron. Comme quoi, tous les métissages demeurent possibles dans ce monde-éponge...